

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.
Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50		
Par porteur ou par la poste.		
Togo, France et Colonies : 1. fr. 25		
Etranger : Port en sus.		

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

M. L'Administrateur de 1^{re} classe des Colonies, Albert MERGADIER, Commissaire de la République au Togo par Interim, arrivé au Territoire le 29 août 1943, a pris ses fonctions le 31 août 1943.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

1 ^{er} juillet	— Décret organisant la suppléance d'un des présidents du Comité Français de la Libération Nationale.	474
1 ^{er} juillet	— Ordonnance abrogeant le décret-loi du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes et la loi du 14 août 1941 réprimant l'activité communiste et anarchiste, et amnistiant diverses infractions se rapportant aux activités communistes. (Arrêté de promulgation n° 445 Cab. du 20 août 1943)	475
1 ^{er} juillet	— Décret instituant un conseil de la Jeunesse	478
4 juillet	— Ordonnance concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires, révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés. (Arrêté de promulgation n° 445 Cab. du 20 août 1943)	475
4 juillet	— Ordonnance relative à la création d'un service d'Alsace et de Lorraine au Commissariat à l'Intérieur	479
6 juillet	— Ordonnance portant dissolution du Parti Populaire Français. (Arrêté de promulgation n° 445 Cab. du 20 août 1943)	477

19 juillet	— Décret sur la réglementation des loyers des locaux d'habitation en A. O. F. et au Togo. (Arrêté de promulgation n° 445 Cab. du 20 août 1943)	477
	Rectificatif à l'ordonnance du 15 mai 1943, portant abrogation des lois et décrets concernant l'organisation professionnelle.	480

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1943

29 juin	— N° 2374 T. P. — Arrêté général portant fixation des tarifs maxima des transports automobiles en A. O. F. et au Togo.	480
3 août	— N° 2783 A. J. — Arrêté général fixant du 15 septembre au 15 octobre 1943, les vacances judiciaires dans le ressort de la cour d'appel de l'A. O. F.	481
4 août	— N° 2794 T. P. — Arrêté général portant organisation des transports routiers sur le territoire de la fédération	481
4 août	— N° 2796 T. P. — Arrêté général portant suppression des billets aller retour	482
4 août	— N° 2797 T. P. — Arrêté général prévoyant un allongement provisoire des délais de transports.	482
12 août	— N° 2902 sec. — Arrêté général modifiant l'arrêté n° 2774 s. e. du 7 août 1942 sur le rationnement	482
12 août	— N° 2905 A. J. — Arrêté général désignant des notables pour compléter le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1943 (extrait)	483
12 août	— N° 2906 A. J. — Arrêté général nommant un membre fonctionnaire près la cour d'assises du Togo pour l'année 1943.	483

- Rectificatif à l'arrêté général n° 191 c. m. 3 du 15 janvier 1943 relatif à la mobilisation en A. O. F. et au Togo des réservistes français et originaires et des étrangers sans nationalité, bénéficiaires du droit d'asile, ou protégés. 483
- Rectificatif à l'annexe n° 1 de l'arrêté général n° 982 F. du 6 mars 1943 réglementant la solde et les allocations accessoires du personnel colonial en service en A. O. F. 483

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

- 11 août — N° 511 T. P. — Décision fixant la valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 2^e semestre 1943. 483
- 12 août — N° 432 A. E. — Arrêté portant modification de l'arrêté n° 650 du 15 novembre 1928 sur la réglementation de l'introduction et de la vente des médicaments au Togo. 484
- 13 août — N° 437 A. P. A. — Arrêté portant modification de la composition de la commission d'évaluation des réquisitions civiles. 484
- 14 août — N° 439 IV. — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 335 IV du 6 juin 1943 déclarant infectés de péripneumonie les locaux, enclos et pâturages de Kidjaboun et Guérin-Kouka dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés. 484
- 15 août — N° 441 A. E. — Arrêté portant interdiction provisoire de vente de médicaments et substances médicamenteuses. 484
- 19 août — N° 443 F. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 70 F. du 31 janvier 1943 réglementant le fonctionnement de la station de repos d'Alédjo. 484
- 22 août — N° 448 DOM. — Arrêté ouvrant une enquête de « commodo et incommodo » au sujet de l'incorporation aux emprises de la gare d'Atakpamé d'une bande de terrain destinée à la construction d'un mur de clôture. 485
- 23 août — N° 452 A. E. — Arrêté portant création d'un service de transit pour la réception des marchandises en provenance des pays alliés. 485
- 23 août — N° 453 F. — Arrêté modifiant l'article 1^{er} de l'arrêté n° 573 du 16 octobre 1941, l'article 3 de l'arrêté n° 577 du 7 octobre 1929 et les articles 5, 7, 8 et 9 de l'arrêté n° 704 du 26 décembre 1939. 486
- 23 août — N° 454 F. — Arrêté portant virement de crédits à l'intérieur de divers chapitres du budget local — exercice 1942. 487
- 23 août — N° 455 F. — Arrêté portant règlement du compte définitif des recettes et des dépenses du budget local — exercice 1942. 491
- 23 août — N° 456 F. — Arrêté portant annulation des crédits au budget local du Togo — exercice 1942 — restés sans emploi au 31 mai 1943. 491
- 23 août — N° 457 F. — Arrêté portant règlement du compte administratif de la commune-mixte de Lomé pour l'exercice 1942. 492
- 23 août — N° 458 F. — Arrêté portant approbation du budget supplémentaire de la commune-mixte de Lomé — exercice 1943. 492
- 24 août — N° 459 A. E. — Arrêté modifiant le taux de la ration de lait de conserve attribuée aux enfants. 492
- 24 août — N° 460 A. E. — Arrêté fixant le mode de vente de certaines denrées de première nécessité en septembre 1943. 492
- 24 août — N° 461 C. P. S. — Arrêté fixant les prix de vente de certains articles d'importation. 493
- 25 août — N° 462 T. P. — Arrêté portant fixation des prix maxima des transports automobiles de marchandises. 493
- 26 août — N° 465 A. E. — Arrêté fixant le mode de vente des articles textiles. 494
- Additif à l'arrêté n° 277 F. du 8 mai 1943 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo — exercice 1942 — et à l'arrêté n° 337 F. du 9 juin 1943 le modifiant. 495
- Personnel 495
- Divers 497

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

- Avis d'examen pour l'admission dans le cadre commun secondaire des services financiers de l'A. O. F. 498
- Audiences des vacations 498
- Avis relatif aux correspondances avec l'Indochine 499
- Domaines 499
- Session d'assises 1943 500

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Fonctionnement du Comité français de la Libération Nationale

DECRET du 1^{er} juillet 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,
Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 3 juin 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — En cas d'empêchement temporaire d'un des deux présidents du comité français de la Libération nationale, constaté par une délibération du comité, l'autre président le supplée provisoirement.

ART. 2. — Le président restant au siège du Comité est habilité à signer en son nom et en qualité de suppléant, les actes et décisions prévus à l'article 4 du décret du 3 juin 1943. La délibération prévue à l'article précité est expressément visée dans l'acte ou la décision.

ART. 3. — Les textes visés à l'article 2 ci-dessus sont soumis dès son retour à la ratification du co-président absent.

ART. 4. — Les ordonnances et décrets revêtus de la signature d'un seul co-président ne peuvent, en aucun cas, apporter de modifications à l'ordonnance et au décret du 3 juin fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale.

Alger, le 1^{er} juillet 1943.

H. GIRAUD. C. DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

Le général Georges,
GEORGES.

*Le commissaire à la coordination
des affaires musulmanes,*
CATROUX.

*Le commissaire à la justice,
l'Education nationale, santé publique,*
J. ABADIE

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire à l'armement,
l'approvisionnement, la reconstruction,*
J. MONNET.

Le commissaire à la production et au commerce,
DIETHELM.

*Le commissaire aux communications
et à la marine marchande,*
René MAYER.

Le commissaire aux colonies,
PLEVEN.

Le commissaire au travail et à la prévoyance sociale,
A. TIXIER.

Le commissaire à l'information,
H. BONNET.

Promulgations

N° 445 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

20 août 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1° — l'ordonnance du 1^{er} juillet 1943 abrogeant le décret-loi du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes et la loi du 14 août 1941 réprimant l'activité communiste et anarchiste, et amnistiant diverses infractions se rapportant aux activités communistes;

2° — l'ordonnance du 4 juillet 1943 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés;

3° — l'ordonnance du 6 juillet 1943 portant dissolution du Parti populaire français;

4° — le décret du 19 juillet 1943 sur la réglementation des loyers des locaux d'habitation en A. O. F. et au Togo.

ORDONNANCE du 1^{er} juillet 1943 portant amnistie.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance, en date du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret, en date du 7 juin 1943, portant création des Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret-loi du 26 septembre 1939 et l'acte de l'autorité de fait se disant « Gouvernement de l'Etat français » en date du 14 août 1941 sont abrogés.

ART. 2. — Sont amnistiés :

1° — toutes les infractions prévues par le décret-loi du 26 septembre 1939;

2° — tous les délits de reconstitution des partis, associations, organisations ou groupements qui s'y rattachent dont la dissolution a été prononcée par l'article 2 du décret-loi du 26 septembre 1939;

3° — toutes les infractions pénales déférées en exécution de l'article 1^{er} de l'acte de l'autorité de fait se disant « Gouvernement de l'Etat français » en date du 14 août 1941 aux sections spéciales instituées auprès des tribunaux militaires ou maritimes ou des cours d'appel.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 1^{er} juillet 1943.

H. GIRAUD. C. DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

*Le commissaire à la justice,
à l'éducation nationale
et à la santé publique,*
J. ABADIE.

ORDONNANCE du 4 juillet 1943 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance du Commandant en Chef français, civil et militaire du 14 mars 1943 portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du Commandant en Chef;

Vu l'ordonnance du Commandant en Chef français, civil et militaire du 18 avril 1943 portant abrogation des lois des 17 juillet et 27 septembre 1940 et décret du 5 septembre 1940 concernant les magistrats et les fonctionnaires civils et militaires relevés de leurs fonctions;

Vu la décision du Commandant en Chef français, civil et militaire du 5 mai 1943 fixant les conditions d'application de l'ordonnance susvisée du 18 avril 1943;

Vu le décret n° 989 du Comité national français en date du 8 mai 1943 portant réparation des préjudices causés par les mesures arbitraires prises contre des fonctionnaires coloniaux;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1943 organisant la suppléance de l'un des deux Présidents du Comité français de la Libération nationale;

Vu la délibération, en date du 3^e juillet 1943 constatant l'absence de l'un des deux Présidents du Comité français de la Libération nationale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La réintégration des magistrats, des fonctionnaires et agents civils ou militaires, des agents des services coloniaux, des agents contractuels, ainsi que des fonctionnaires et agents des départements et des communes (dénommés ci-après sous l'appellation générale de fonctionnaires) prévue par les textes susvisés sera prononcée dans les conditions déterminées aux articles suivants :

ART. 2. — Les autorités qualifiées procéderont sans délai à l'examen de la situation des fonctionnaires visés à l'article 1^{er}, même sans demande de leur part.

ART. 3. — La réintégration sera prononcée sans délai si l'examen du dossier fait apparaître que l'éviction est due à tout motif autre que l'insuffisance professionnelle ou la constatation d'une faute professionnelle ou d'un fait entachant l'honneur ou la probité.

Cette réintégration sera prononcée par l'autorité de qui dépendait la nomination des intéressés au 16 juin 1940; toutefois, la réintégration des fonctionnaires et agents communaux sera prononcée par les préfets.

ART. 4. — La non réintégration dans un délai de 6 mois à compter de la promulgation de la présente ordonnance ouvre aux intéressés le recours de droit commun devant la juridiction administrative; ce recours doit s'exercer avant l'expiration d'un second délai de six mois.

ART. 5. — Les fonctionnaires et agents n'appartenant pas aux catégories visées à l'article 1^{er} et qui estiment avoir subi de la part de l'autorité dont ils relèvent un préjudice de carrière depuis le 16 juin 1940, pourront, dans les trois mois de la promulgation de la présente ordonnance, saisir le commissaire compétent par la voie hiérarchique d'une requête tendant au redressement de leur situation administrative. Celui-ci statuera en dernier ressort. Ce délai est porté à 6 mois pour les fonctionnaires relevant du commissariat aux colonies.

ART. 6. — Le rétablissement ou le redressement de situation des fonctionnaires est effectué dans les conditions suivantes :

1^o — les fonctionnaires sont rétablis, sauf cas de force majeure, dans leur grade, fonctions, droits et situation, tels qu'ils se comportaient à la date de la première sanction ou mesure prise à leur détriment.

La période de congédiement est décomptée comme temps de service effectif, notamment en ce qui concerne les propositions pour l'avancement de classe ou les distinctions honorifiques et le droit à la retraite. En ce qui concerne le personnel en service aux colonies à la date de la première sanction ou mesure, la période de congédiement est décomptée comme temps de service effectif aux colonies;

2^o — cette mesure entraîne :

a) pour les fonctionnaires réintégrés, le droit aux traitements, soldes et indemnités à compter de la date à laquelle a pris effet la première sanction ou mesure d'éviction;

b) pour les fonctionnaires bénéficiant rétroactivement d'un avancement de classe, le droit aux traitements, soldes et indemnités à compter de la date à laquelle la promotion prend effet.

Toutefois, les indemnités prévues aux alinéas ci-dessus ne comprennent pas celles qui, ayant le caractère d'un remboursement de dépenses et non d'un supplément de traitement, échappent à ce titre à la perception de l'impôt sur les traitements et salaires;

3^o — Les sommes versées à titre de rappel aux bénéficiaires des dispositions du présent article sont diminuées, le cas échéant :

a) du montant des soldes, pensions, rémunérations ou indemnités publiques ou privées perçues pendant la durée de leur éloignement de l'administration, et ce à un titre quelconque;

b) du montant des retenues pour la retraite afférentes à la même période;

c) du montant des indemnités de licenciement éventuellement perçues.

Toutefois, dans le cas où le montant des réductions à opérer par application des dispositions précédentes dépasserait le montant du rappel, aucun remboursement ne sera exigé des intéressés.

L'administration est en droit d'exiger, pour la détermination des sommes perçues pendant la période d'éloignement du service et en particulier en ce qui concerne le montant des rémunérations privées, une déclaration sur l'honneur. Dans le cas où, par la suite, cette déclaration s'avèrerait inexacte, le fonctionnaire sera l'objet d'une sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'à la révocation.

Du point de vue fiscal, les intéressés seront replacés, en ce qui concerne l'impôt général sur le revenu, dans la même situation que s'ils avaient perçu leurs traitements, soldes et indemnités aux échéances respectives de celles-ci pendant la période où ils se sont trouvés écartés de l'administration.

ART. 7. — Le fonctionnaire dont la réintégration aura été décidée pourra être affecté à un poste de son administration d'origine, jugé équivalent par l'autorité qualifiée pour procéder à cette réintégration, compte tenu des nécessités de l'effort de guerre et de l'intérêt du service.

Si l'intéressé refuse de rejoindre le poste auquel il est affecté, il sera considéré immédiatement comme ayant renoncé à sa réintégration et aux réparations qu'elle comporte.

ART. 8. — Les magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires relevés de leurs fonctions pour motif d'ordre racial ou en raison de leur appartenance à des associations secrètes, et déjà réintégrés par application des textes antérieurs, bénéficieront de l'ensemble des dispositions de la présente ordonnance.

ART. 9. — Sont abrogés les décisions du 5 mai 1943 du Commandement en chef français, civil et militaire, le décret du Comité national français du 8 mai 1943 et, d'une manière générale, toutes les dispositions contraires à la présente ordonnance.

ART. 10. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 4 juillet 1943.

C. DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

*Le commissaire à la coordination
des affaires musulmanes,*
CATROUX.

*Le commissaire à la justice,
à l'éducation nationale
et à la santé publique,*
J. ABADIE.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire à l'armement,
à l'approvisionnement
et à la reconstruction,*
Jean MONNET.

*Le commissaire à la production
et au commerce,*
DIETHELM.

*Le commissaire aux communications
et à la marine marchande,*
René MAYER.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

*Le commissaire au travail
et à la prévoyance sociale,*
A. TIXIER.

Le commissaire à l'information,
H. BONNET.

**ORDONNANCE du 6 juillet 1943 portant dissolution
du Parti populaire français.**

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu la loi du 18 avril 1886 sur l'espionnage;

Vu la loi du 9 août 1849, modifiée par la loi du 14 septembre 1941 sur l'état de siège;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1943 organisant la suppléance d'un des présidents du Comité français de la Libération nationale;

Vu la délibération en date du 3 juillet 1943 constatant l'absence de l'un des deux présidents du Comité français de la Libération nationale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le Parti populaire français (P. P. F.), toutes associations, toutes organisations ou tous groupements de fait qui s'y rattachent, sont dissous de plein droit.

ART. 2. — Sans préjudice de l'application de l'article 42 du code pénal et des dispositions du décret du 29 juillet 1939, relatif à la sûreté extérieure de l'Etat, les infractions à la présente ordonnance sont punies d'un emprisonnement de un an à cinq ans et de 100 à 5.000 francs d'amende.

ART. 3. — Des arrêtés du commissariat à l'intérieur fixeront en tant que de besoin les conditions de liquidation des biens des organismes dissous à l'article 1^{er}.

ART. 4. — Le commissaire à la justice, à l'éducation nationale et à la santé publique, le commissaire à la coordination des affaires musulmanes, le commissaire aux affaires étrangères, le commissaire à l'intérieur, le commissaire aux finances, le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction, le commissaire à la production et au commerce, le commissaire aux communications et à la marine marchande, le commissaire aux colonies, le commissaire au travail et à la prévoyance sociale, le commissaire à l'information, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui sera exécutée comme loi.

Alger, le 6 juillet 1943.

C. DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

*Le commissaire à la coordination
des affaires musulmanes,*
CATROUX.

*Le commissaire à la justice,
à l'éducation nationale
et à la santé publique,*
J. ABADIE.

Le commissaire aux affaires étrangères p. i.,
R. PLEVEN.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire à l'armement,
à l'approvisionnement,
et à la reconstruction,*
Jean MONNET.

*Le commissaire à la production
et au commerce,*
DIETHELM.

*Le commissaire aux communications
et à la marine marchande,*
René MAYER.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

*Le commissaire au travail
et à la prévoyance sociale,*
A. TIXIER.

Le commissaire à l'information,
H. BONNET.

**DECRET du 19 juillet 1943 sur la réglementation
des loyers des locaux d'habitation en Afrique occi-
dentale française.**

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats au Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 8 mai 1938 portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique occidentale française et les actes qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret du 13 mai 1942 rendant applicables au Togo, les dispositions du décret du 8 mai 1938, telles qu'elles ont été modifiées ou complétées par les actes subséquents;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1943 organisant la suppléance d'un des Présidents du Comité français de la Libération nationale;

Vu la délibération en date du 3 juillet 1943 constatant l'absence de l'un des Présidents du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 2 de l'article 11 du décret du 8 mai 1938, est ainsi complété :

« Toutefois, lorsque le contrat de louage de services aura été suspendu par suite de la mobilisation de l'employé, il appartiendra au juge, en cas de désaccord entre les parties, d'apprécier dans quelle mesure et à quelles conditions la femme du mobilisé qui occupait le logement avec lui aura droit au bénéfice de la prorogation ».

ART. 2. — Les articles 14, 15 et 16 du décret du 8 mai 1938 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 14. — Le droit à la prorogation prévu ci-dessus ne peut être opposé au propriétaire qui veut reprendre l'immeuble pour le reconstruire, le surélever ou lui apporter une transformation importante exigeant l'évacuation.

« L'exercice du droit de reprise est subordonné aux conditions suivantes :

« 1^o — qu'un préavis de six mois soit donné au locataire;

« 2^o — que le propriétaire établisse l'urgence, la nécessité et l'importance des travaux et que ceux-ci soient commencés dans les trois mois qui suivent l'évacuation des lieux par le locataire.

« Faute de satisfaire à cette dernière obligation, le propriétaire sera tenu, envers le locataire évincé, au paiement pour privation injustifiée de jouissance, d'une indemnité qui ne pourra être inférieure au montant du loyer annuel ».

« Art. 15. — Le droit de reprise appartient également sous la condition d'un préavis de six mois au propriétaire qui veut reprendre l'immeuble pour l'occuper lui-même ou le faire occuper par son conjoint ou par ses ascendants ou descendants directs. Le propriétaire devra, cependant, justifier de la nécessité de reprendre l'immeuble et établir, le cas échéant, ses liens de parenté avec le ou les bénéficiaires.

« Le propriétaire qui fera occuper l'immeuble par d'autres personnes que par les bénéficiaires désignés ci-dessus ou qui n'occupera pas lui-même ou ne fera pas occuper l'immeuble par les dits bénéficiaires pendant une durée de deux ans au moins à partir de la date d'évacuation des lieux par le locataire, sera tenu, envers ce dernier, au paiement, pour privation injustifiée de jouissance, d'une indemnité qui ne pourra pas être inférieure au montant du loyer annuel.

« Cependant, si le locataire appartient à l'une des catégories suivantes :

« Mutilés, réformés de guerre ou accidentés du travail ayant au moins, les uns et les autres, 50% d'invalidité;

« Veuves de guerre non remariées;

« Ascendants dont tous les enfants sont morts pour la France, ou personne ayant recueilli la veuve ou les enfants de militaires ou marins morts pour la France;

« Chefs de famille ayant au moins trois enfants habitant avec eux ou à leur charge;

« ou si le locataire est âgé de 70 ans au moins ou atteint d'une invalidité ou infirmité grave et dûment constatée;

« le droit de reprise ne lui sera pas opposable, sauf si le propriétaire, son conjoint, ses ascendants ou ses descendants appartiennent eux-mêmes à l'une de ces catégories.

« Enfin, le droit de reprise ne sera jamais opposable au locataire mobilisé qui a laissé ou doit laisser en Afrique occidentale française ou au Togo sa femme avec un enfant ou plus ».

« Art. 16. — Dans tous les cas visés aux deux articles précédents, les juges doivent examiner les justifications produites, apprécier la légitimité des motifs invoqués. Ils pourront prescrire ou ordonner toutes mesures susceptibles de les éclairer.

« Les préavis visés aux articles précédents devront être faits par acte extra-judiciaire et indiquer avec précision et à peine de nullité le ou les motifs légitimes qui justifient l'exercice du droit de reprise ».

ART. 3. — Tout occupant de bonne foi, de droit ou de fait, pourra, nonobstant toutes décisions judiciaires, même définitives, obtenir du juge des référés, des délais de grâce en justifiant des circonstances exceptionnelles.

ART. 4. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 19 juillet 1943.

C. DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

Organisation administrative

Service et conseil de la jeunesse

DECRET du 1^{er} juillet 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance en date du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret en date du 7 juin 1943 portant création des Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué auprès du commissariat à l'intérieur un conseil de la jeunesse qui a pour mission d'apporter au Comité français de la Libération nationale le concours des représentants qualifiés des organismes de jeunesse.

ART. 2. — Le conseil de la jeunesse est composé de membres permanents désignés par les organisations de jeunesse librement constituées et suffisamment représentatives; un arrêté du ministre de l'intérieur, pris en application du présent décret, désignera ses membres.

ART. 3. — Le conseil se réunit au moins une fois par trimestre et plus souvent s'il y a lieu sur convocation de son président ou du commissaire à l'intérieur.

Il étudie tous les problèmes concernant la jeunesse, se prononce sur les projets qui lui sont soumis par le commissaire à l'intérieur et peut prendre l'initiative de lui soumettre toutes mesures qu'il juge nécessaires.

ART. 4. — Il est institué au commissariat à l'intérieur un service de la jeunesse; le chef de ce service établit la liaison entre le conseil de la jeunesse, les divers commissariats intéressés et les délégués régionaux de la jeunesse, il précise les lignes générales de l'action de ces derniers, définit l'esprit et les méthodes suivant lesquelles elle doit se produire, il propose toutes mesures ou réglementation tendant à résoudre les problèmes de la jeunesse, à favoriser le développement des mouvements et à satisfaire leurs besoins, il soumet à l'examen du conseil de la jeunesse les projets qu'il établit.

Alger, le 1^{er} juillet 1943.

H. GIRAUD.

C. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

Service d'alsace et de Lorraine

ORDONNANCE du 4 juillet 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création des commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1943 organisant la suppléance de l'un des deux Présidents du Comité français de la Libération nationale;

Vu la délibération en date du 3 juillet 1943 constatant l'absence de l'un des deux Présidents du Comité français de la Libération nationale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au commissariat à l'intérieur du Comité français de la Libération nationale un service d'Alsace et de Lorraine.

ART. 2. — Un « conseil consultatif aux affaires d'Alsace et de Lorraine », composé de personnalités originaires des 3 départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, nommées par le commissaire à l'intérieur, après avis des groupements alsaciens et lorrains, a pour objet :

a) de procéder à l'étude des problèmes d'ordre législatif, financier, économique, social et culturel qui se poseront au moment de la libération des trois départements. A cet effet le conseil peut constituer des commissions techniques auxquelles il a la faculté d'adjoindre des personnalités particulièrement qualifiées et ne faisant pas partie du conseil;

b) de présenter au commissariat à l'intérieur les conclusions de ses travaux, ainsi que ses observations et suggestions en ce qui concerne la poursuite de l'action sociale en faveur des réfugiés alsaciens et lorrains résidant dans les territoires soumis à l'autorité du Comité français de la Libération nationale.

ART. 3. — Le conseil consultatif, convoqué en assemblée plénière par le commissaire à l'intérieur, désigne son bureau composé d'un président et de deux vice-présidents.

Le bureau constitue l'organe permanent du conseil. Il assure le contrôle de l'action sociale dont sont chargés en Algérie, en Tunisie, au Maroc et en A. O. F. les bureaux de reclassement placés sous l'autorité directe des gouverneurs généraux et des résidents généraux.

ART. 4. — Le conseil consultatif se réunit en session ordinaire sur convocation de son bureau, en session extraordinaire sur demande du commissaire à l'intérieur.

Les commissions techniques se réunissent sur convocation de leurs présidents respectifs ou du bureau du conseil consultatif.

ART. 5. — Les fonctions de membres du conseil consultatif sont bénévoles.

Des frais de déplacement peuvent être accordés aux membres résidant en dehors d'Alger.

ART. 6. — Le service d'Alsace et de Lorraine assure la liaison entre le conseil consultatif et le commissariat à l'intérieur et les autres commissariats du Comité français de la Libération nationale.

Il est chargé de coordonner l'action sociale en faveur des réfugiés alsaciens et lorrains dans les différents territoires placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale.

ART. 7. — Les frais administratifs entraînés par la création du service d'Alsace et de Lorraine, et le fonctionnement du conseil consultatif, sont supportés par le budget du commissariat à l'intérieur.

Les dépenses d'action sociale dans les territoires soumis à l'autorité du Comité français de la Libération nationale sont inscrites aux budgets locaux et leur sont remboursées au moyen d'une subvention imputée sur les crédits ouverts à cet effet au budget du commissariat à l'intérieur.

ART. 8. — Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance et, notamment, l'ordonnance du haut commissaire en Afrique française du 30 janvier 1943, sont abrogées.

Des arrêtés pris par le commissaire aux finances et le commissaire à l'intérieur détermineront les modalités d'application de la présente ordonnance. Ils détermineront également les mesures permettant d'assurer la liquidation en Algérie des organismes précédemment chargés des tâches dévolues au conseil consultatif.

ART. 9. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 4 juillet 1943.

C. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

Organisation professionnelle

RECTIFICATIF à l'ordonnance du 15 mai 1943, portant abrogation des lois et décrets concernant l'organisation professionnelle.

J. O. Togo n° 477 du 16 juillet 1943 :

Page 412 article 1^{er} :

1^o Au lieu de :

« le décret du 10 décembre 1940 étendant à l'Afrique du nord la loi du 16 août 1940 sur l'organisation provisoire de la production industrielle » :

Lire :

« le décret du 26 octobre 1940 étendant à l'Afrique du nord la loi du 16 août 1940 sur l'organisation provisoire de la production industrielle ».

2^o Au lieu de :

« le décret du 16 juin 1942 étendant à l'Algérie les pouvoirs des Comités d'organisation métropolitains ».

Lire :

« le décret du 13 juin 1942 étendant à l'Algérie les pouvoirs des Comités d'organisation métropolitains ».

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Transports routiers

ARRETE N° 2374 T. P. du 29 juin 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A. O. F. modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu la loi du 14 mars 1942 promulguée en A. O. F. par arrêté du 11 mai 1942, ensemble l'arrêté général n° 4710 s./E. portant règlement du 31 décembre 1942 approuvé par décision du Commandant en Chef français, civil et militaire en date du 24 février 1943;

Vu l'arrêté général n° 1680 s./E. du 3 mars 1943 exécutoire en l'état modifiant l'article 2 de l'arrêté général n° 4710 s./E. susvisé;

Vu l'ordonnance du 5 février 1943 du Commandant en Chef français, civil et militaire;

Vu l'arrêté général du 3 mars 1920;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — *Fixation des prix maxima des transports routiers.* — Les tarifs maxima des transports automobiles de marchandises par tonne kilométrique effectivement transportée dans toute l'étendue de l'Afrique française et du Togo seront établis compte tenu :

1^o — des tarifs maxima au kilomètre parcouru par véhicule en charge ou à vide fixé ci-après :

TYPE DU VÉHICULE	CHARGE UTILE DU VÉHICULE (1)	PRIX PAR KILOMÈTRE PARCOURU	
		en charge	à vide
Camion sans remorque . . .	4 T 5 — 5 T	19,85	7,55
Camion sans remorque . . .	3 T — 3 T 5	14,90	6,—
Camion sans remorque . . .	1 T 5 — 2 T	9,60	4,15
Camion 2 T plus remorque 3 T . . .	5 T	21,40	8,60
Camion 2 T plus remorque 5 T . . .	7 T	25,65	9,80
Camion 3 T plus remorque 5 T . . .	8 T	29,—	10,20
Camion 5 T plus remorque 5 T . . .	10 T	35,—	12,40

(1) Le premier chiffre indique la charge utile du camion transformé au gazogène.

Tout véhicule sera assimilé à l'un des types prévus ci-dessus.

2^o — de l'utilisation moyenne de la charge utile des véhicules dans le sens où ils ne circulent pas à pleine charge.

3^o — des majorations ci-dessous par tonne kilométrique effectivement transportée quel que soit le type de véhicule, ces majorations pouvant être cumulées :

transports effectués dans une zone située à plus de 300 kilomètres (trois cents km.) de son débouché maritime par T/km. (trente centimes) 0fr,30;

transports effectués dans une zone située à plus de 800 km. (huit cents km.) de son débouché maritime par T/km. (cinquante centimes) 0fr,50;

transports effectués dans la zone forestière ou dans des régions accidentées par tonne kilométrique (un franc) 1 franc.

A l'intérieur de chaque colonie ou territoire, le gouverneur ou chef de territoire taxe, après avis de la commission des prix, les prix des transports dans les limites ci-dessus.

A cette fin il répartit en secteurs de transports les territoires soumis à son contrôle. Dans toute l'étendue d'un même secteur le prix des transports sera le même pour un type de véhicule donné.

ART. 2. — *Variation des prix maxima en fonction de la charge effective.* — Au cas où une marchandise peu dense ou encombrante empêcherait l'utilisation complète de la charge utile du véhicule, c'est cette dernière et non la charge effective qui interviendra dans le calcul des tonnes kilométriques effectuées.

Il en sera de même si la charge utile normale est réduite par décision du chef de secteur, compte tenu des difficultés particulières de la route.

ART. 3. — *Redevance à verser pour les transports exécutés à l'essence ou au gas-oil.* — Une taxe de 1 fr. 70 par tonne kilométrique effectivement transportée sera versée au budget des transports pour tout transport exécuté à l'essence ou au gas-oil. Cette taxe sera versée par le propriétaire du véhicule sur état de remboursement dressé par l'agent local du service des transports.

ART. 4. — Le présent arrêté sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'article 3 de l'arrêté général du 3 mars 1920.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 29 juin 1943.

P. BOISSON.

Vacances judiciaires

N° 2783 A. J. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire de la République au Togo en date du :

3 août 1943. — Des vacances judiciaires auront lieu, pour l'année 1943, dans le ressort de la cour d'appel de l'A. O. F. du 15 septembre au 15 octobre inclus.

La cour d'appel, les tribunaux de première instance et les justices de paix à compétence étendue, tiendront deux audiences de vacations à des dates fixées par ces juridictions.

ARRETE N° 2794 T. P. du 4 août 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant application aux colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre;

Vu l'arrêté général du 22 décembre 1942 fixant l'organisation et le fonctionnement de la direction générale des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo;

Vu l'arrêté n° 999 du 6 mars 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement de la direction des transports de l'A.O.F. et du Togo;

Vu la raréfaction des moyens automobiles de transport de marchandises et les besoins des territoires de l'A. O. F. en guerre;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En raison de l'insuffisance momentanée des moyens de transports automobiles, toute circulation de véhicule de charge exploité ou géré par une personne ou des sociétés privées sur toute l'étendue des territoires de l'A. O. F. et du Togo devra être régulièrement autorisée dans les conditions ci-après :

L'autorisation pourra être soit :

particulière à un transport ou déplacement déterminé,

applicable à plusieurs transports ou déplacements de même nature,

applicable à un ensemble de transports ou déplacements de nature différente,
générale (permanente ou temporaire).

ART 2. — L'autorisation visée à l'article 1^{er} sera mentionnée sur le « carnet de bord » dont devra être porteur tout conducteur de véhicule de transport automobile et qu'il devra présenter à toute réquisition de l'autorité administrative et au visa de l'autorité compétente des lieux de départ et d'arrivée de son voyage.

ART. 3. — Cette autorisation ainsi que les indications concernant les chargements, les parcours, les dates de départ et d'arrivée, les allocations de toute nature perçues par le véhicule seront reportées sur

une fiche sommier ouverte pour chaque véhicule par l'autorité compétente de la subdivision ou du secteur de transports routiers auquel est rattaché le véhicule de façon à pouvoir suivre à tout moment son utilisation.

ART. 4. — Il est créé quatre arrondissements régionaux de transports routiers rattachés à un service local et relevant de la direction des transports, à savoir :

a) arrondissement de Dakar groupant les subdivisions de transports routiers de Dakar, Saint-Louis, Kaolack, Ziguinchor, rattaché au service des transports de la circonscription de Dakar et dépendances;

b) arrondissement de Bamako groupant les subdivisions de transports routiers de Bamako, Kankan, Bobo Dioulasso, rattaché au service des travaux publics du Soudan français;

c) arrondissement d'Abidjan groupant les subdivisions et secteurs de transports routiers de la Basse Côte d'Ivoire, rattaché au service des transports de la Côte d'Ivoire;

d) arrondissement de Cotonou groupant les subdivisions de transports routiers de Niamey, Parakou et les subdivisions et secteurs de transports routiers du Bas Dahomey, rattaché au service des transports du Dahomey.

ART. 5. — Dans les régions où l'importance du trafic routier ne justifiera pas la création d'une subdivision, le chef de colonie ou de territoire créera des secteurs de transports qui seront rattachés soit à un arrondissement de transport, soit directement au service local des transports ou des travaux publics;

Le secteur de transport est commandé par le commandant du cercle du chef-lieu du secteur.

ART. 6. — Sous l'autorité du directeur des transports et des chefs des services locaux de transports ou de travaux publics, les chefs d'arrondissement, de subdivision et de secteur de transports routiers ont pour mission générale essentielle :

1^o — de coordonner et de contrôler l'emploi de tous les véhicules de charge civile en vue de leur utilisation maximum pour l'exécution des plans de transports fédéraux et locaux;

2^o — d'assurer une liaison étroite entre les transports routiers et les autres moyens de transport de la fédération.

Dans la limite du ressort qui lui est imparti par une instruction du directeur des transports ou du chef de colonie ou de territoire, chacune de ces autorités est compétente :

1^o — pour fixer un ordre de priorité pour les divers transports;

2^o — pour prescrire à tout transporteur privé l'exécution d'un transport quelconque de marchandises, elle délivre dans ce cas un ordre de transport;

3^o — pour délivrer les autorisations de circulation prévues à l'article 1^{er} ci-dessus.

Elle est en outre chargée de la préparation des ordres de recettes relatifs à la perception de la taxe prévue par l'arrêté général n° 2374 T. P. du 29 juin 1943 pour les véhicules circulant à l'essence ou au gaz-oil.

ART. 7. — Les sanctions applicables aux propriétaires de véhicule contrevenant aux dispositions du présent arrêté sont celles prévues à l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.

ART. 8. — Les prescriptions du présent arrêté qui annulent toutes les dispositions antérieures contraires entreront en vigueur le 1^{er} juillet 1943.

ART. 9. — Les gouverneurs des colonies, le commissaire de la République au Togo, le directeur général des travaux publics sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux *Journaux officiels* de l'A. O. F. et du Togo.

Dakar, le 4 août 1943.

P. COURNARIE.

Transports ferroviaires

ARRETE N° 2796 T. P. du 4 août 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 892 du 1^{er} avril 1937 homologuant les tarifs des chemins de fer de l'A. O. F. et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté général n° 3926 du 2 novembre 1942 approuvant l'arrêté n° 552 du 29 septembre 1942 du commissaire de France au Togo étendant dans ce territoire la tarification en vigueur en A. O. F.;

Sur la proposition de l'ingénieur général, directeur général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le fascicule 1 du recueil général des tarifs des chemins de fer de l'A. O. F. est modifié comme suit :

Tarifs spéciaux de grande vitesse

N° 101 — Ce tarif est supprimé.

N° 109 — Le nota prévoyant des réductions est supprimé.

N° 113 — Le texte ayant trait au tarif spécial G.V. 101 est supprimé.

ART. 2. — Les prix aller-retour prévus aux tarifs spéciaux de grande vitesse n° 3 et n° 12 Dakar-Niger sont supprimés.

ART. 3. — Les prix aller-retour prévus au tarif spécial G. V. 12 Conakry-Niger sont supprimés.

ART. 4. — Le tarif aller-retour du service automobile et du service de la navigation sur le Niger du réseau Bénin-Niger est supprimé.

ART. 5. — Le directeur général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 4 août 1943.

P. COURNARIE.

ARRETE N° 2797 T. P. du 4 août 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 et les modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 892 du 1^{er} avril 1937 homologuant le fascicule 1 du recueil des tarifs communs à tous les chemins de fer de l'A. O. F. et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 3926 du 2 novembre 1942 approuvant l'arrêté local n° 552 du 29 septembre 1942 du commissaire de France au Togo mettant en vigueur dans ce territoire la tarification des chemins de fer de l'A. O. F.;

Vu les arrêtés nos 1274 du 15 mai 1937, 1536 du 8 juin 1937, 1392 du 27 mai 1937 et 3567 du 27 octobre 1938 mettant en vigueur un fascicule 2 sur les chemins de fer de l'A. O. F. respectivement le Dakar-Niger, le Conakry-Niger, l'Abidjan-Niger et le Bénin-Niger et tous actes modificatifs subséquents;

Sur la proposition de l'ingénieur général, directeur général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la période de guerre et pendant une année après la date officielle de cessation des hostilités qui sera fixée par décret, les délais de transport sur les chemins de fer de l'A. O. F. et du Togo, tels qu'ils sont fixés par le recueil général des tarifs, sont doublés.

Le délai supplémentaire ainsi alloué ne peut être inférieur :

en grande vitesse à 24 heures pour les parcours inférieurs ou égaux à 200 kilomètres et à 48 heures pour les parcours supérieurs à 200 kilomètres;

en petite vitesse à 5 jours, quelle que soit la longueur du parcours.

ART. 2. — Pendant la même période, les horaires des trains voyageurs sont indiqués sans aucune garantie de la part de l'administration.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera et entrera en vigueur un mois après la date de sa publication au *Journal officiel* de l'A. O. F.

Dakar, le 4 août 1943.

P. COURNARIE.

Rationnement

Lait

ARRETE N° 2902 S. E. C./5 du 12 août 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 2 janvier 1920 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires de l'Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté général du 15 septembre 1939 portant délégation de pouvoirs aux chefs de colonies;

Vu la loi du 14 mars 1942 promulguée en A. O. F. par arrêté général du 11 mai 1942, codifiant dans les

territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, 1^o la réglementation de l'importation, de l'exportation, de la mise en vente de tous produits, matières, objets nécessaires aux besoins de ces territoires; 2^o la réglementation des prix modifiée par arrêté n° 4.710 s. e. du 31 décembre 1942;

Vu l'arrêté n° 2.774 s. e. du 7 août 1942 sur le rationnement général et ses modifications nos 4.553, 1.679 et 2.283 s. e. des 22 décembre 1942, 3 mai et 21 juin 1943;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté général n° 2774 s. e. du 7 août 1942 et de ses modificatifs, les gouverneurs des colonies et territoires sont autorisés, compte tenu de l'état et de la situation de leurs stocks de lait à augmenter provisoirement les rations de lait évaporé d'origine américaine attribuées aux enfants d'origine ou de souche métropolitaine, en restant toutefois dans les limites maxima fixées ci-après :

Enfants de moins de 3 ans	30 boîtes par mois
Enfants de 3 à 5 ans	20 boîtes par mois
Enfants de 5 à 13 ans	15 boîtes par mois

ART. 2. — Les gouverneurs de chacune des colonies ou territoires devront toutefois faire constituer un stock de sécurité en lait concentré sucré qui ne devra jamais être inférieur à 3 mois de consommation. Cette durée est portée à 6 mois en ce qui concerne la circonscription de Dakar.

Le stock de sécurité devra être rajeuni à chaque arrivage et ne devra pas être entamé sans l'accord préalable du Gouvernement général.

ART. 3. — Les gouverneurs des colonies, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, et le commissaire de la République française au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 12 août 1943.

*Pour le gouverneur général empêché,
Le gouverneur, secrétaire général,
L. GEISMAR.*

Cour d'assises du Togo

N° 2905 A. J. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

12 août 1943. — Sont désignés pour compléter le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1943 :

1^{re} liste :

M.M. Bastard-Marius, 33 ans, agent de la Cie F.A.O.,
Bonnard Louis, 43 ans, inspecteur des chemins de fer,
Pinelli Roch, 43 ans, agent comptable principal du C. F. T.,
en remplacement de M.M. Cantara, Horth et Serant.

2^e liste :

M. Passani Prosper, 49 ans, contrôleur principal du cadre des transmissions coloniales, en remplacement de M. Lemoine.

N° 2906 A. J. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

12 août 1943. — M. Sanson Pierre, administrateur de 2^e classe des colonies est nommé membre fonctionnaire près la cour d'assises du Togo pour l'année 1943, en remplacement de M. Demonio, mobilisé.

Mobilisation en A. O. F. et au Togo

RECTIFICATIF à l'arrêté général n° 191 C. M. 3 du 15 janvier 1943 relatif à la mobilisation en A. O. F. et au Togo des réservistes français et originaires et des étrangers sans nationalité, bénéficiaires du droit d'asile, ou protégés — (J. O. Togo du 1^{er} février 1943).

Article 11 :

Paragraphe A :

Supprimer : Un représentant des groupements professionnels coloniaux de l'A. O. F., désigné par le président du comité central.

Paragraphe B :

Supprimer : Un représentant de l'organisation professionnelle de la colonie, désigné par le président du comité central des groupements professionnels coloniaux de l'A. O. F.

Régime de la solde et des indemnités

RECTIFICATIF à l'annexe n° 1 de l'arrêté général n° 982 F. du 6 mars 1943 réglementant la solde et les allocations accessoires du personnel colonial en service en A. O. F. (numéro spécial J. O. Togo du 1^{er} juin 1943).

Page 338, 1^{re} colonne (tableau) :

Au lieu de :

c) 3 enfants et plus donnant droit à l'indemnité pour charges de famille 7

Lire :

c) 3 enfants et plus donnant droit à l'indemnité pour charges de famille 17

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Energie électrique

N° 511 T. P. — Par décision du commissaire de la République au Togo pris en conseil d'administration en date du 11 août 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique sont fixées ainsi qu'il suit pour le 2^e semestre 1943 :

C ^o	1.175,1919
Cl	4,742
M ^o	1,7242
M ^l	1,904
I ^o	387,5
I ^l	565,—

ART. 2. — En application de ces coefficients, les différents tarifs à mettre en vigueur pendant le 2^e semestre 1943 sont ainsi déterminés :

A — Pour les particuliers :

		frs.
1 ^o — pour Lomé	Prix du kwh-lumière	9,900
	Prix du kwh-force	7,820
2 ^o — pour Anécho	Prix du kwh-lumière	10,940
	Prix du kwh-force	8,860

B — Pour l'administration :

1 ^o — pour Lomé	Prix du kwh-lumière	8,444
	Prix du kwh-force	6,780
2 ^o — pour Anécho	Prix du kwh-lumière	9,484
	Prix du kwh-force	7,820

Médicaments

ARRETE n° 432 A. E. du 12 août 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 650 du 15 novembre 1928 portant réglementation de l'introduction et la vente des médicaments au Togo;

Vu le T. O. n° c. 419 du 19 novembre 1942 du gouverneur général de l'A. O. F.;

Sur la proposition du directeur local de la santé publique au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un état des médicaments et matériel sanitaire reçus au territoire par le commerce local sera fourni à chaque arrivage à la direction de la santé publique par chaque maison de commerce intéressée.

ART. 2. — Suivant les nécessités et le niveau des approvisionnements, le directeur local de la santé publique au Togo proposera soit :

- 1^o — la vente libre;
- 2^o — ou la vente sur ordonnance ou autorisation médicale;
- 3^o — ou l'achat pour le compte de l'A. M. I. de tout ou partie de ces médicaments ou produits.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 août 1943.

P. SALICETI.

ARRETE n° 441 A. E. du 15 août 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté n° 663 A. E. du 25 novembre 1942 fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation au Togo et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté général n° 4710 sec. du 31 décembre 1942;

Vu l'arrêté général n° 1294 sec. du 29 mars 1943;

Vu le télégramme n° c. 419 du 19 novembre 1942 du gouverneur général, haut-commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La vente des médicaments détenus par le commerce est interdite jusqu'à nouvel ordre et pour compter de la date de publication du présent arrêté.

ART. 2. — Les commerçants détenteurs de médicaments et substances médicamenteuses adresseront au service de santé la déclaration de leurs stocks au 16 août 1943.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P. T. T.

Lomé, le 15 août 1943.

P. SALICETI.

Réquisitions civiles

N° 437 A. P. A. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

13 août 1943. — L'arrêté n° 382 A. P. A. du 9 juillet 1943 fixant la composition de la commission d'évaluation des réquisitions civiles est modifié comme suit :

M. Pic, administrateur des colonies, président à titre intérimaire, en l'absence de M. Négrié, secrétaire général, président.

(Le reste sans changement).

Péripleumonie bovine

N° 439 I. V. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

14 août 1943. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 335 I. V. du 6 juin 1943 déclarant infectés de péripleumonie les locaux, enclos et pâturages de Kidjaboun et Guérin-Kouka dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.

Station de repos d'Alédjo

ARRETE n° 443 F. du 19 août 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 70/F. du 31 janvier 1943 réglementant le fonctionnement de la station de repos d'Alédjo;

Vu la lettre n° 925/Cab. en date du 30 juin 1943 du commissaire de la République et la lettre n° 631/Cab. en date du 19 juillet 1943 du gouverneur du Dahomey;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifié comme suit l'arrêté n° 70/F. du 31 janvier 1943 sus-visé :

L'alinéa 2 de l'article 1^{er} est remplacé par les dispositions suivantes :

« Cette station, réservée en principe aux européens ayant leur domicile ou résidence fixe au Togo, pourra toutefois recevoir des européens domiciliés au Dahomey sur la demande du gouverneur de cette colonie et dans la proportion fixée à l'article 3 ci-après ».

L'article 3 est modifié comme suit :

« Le nombre de places réservées aux personnes visées ci-dessus est fixé comme suit :

50% pour les fonctionnaires civils et militaires européens du Togo et leurs familles ;

25% pour les particuliers européens du Togo et leurs familles ;

25% pour les fonctionnaires civils, militaires et particuliers européens du Dahomey et leurs familles.

Cette proportion n'est appliquée qu'en cas de demandes d'admission supérieures à la capacité d'hébergement.

Le chef du territoire reste jugé d'accorder les places disponibles à l'une ou l'autre des catégories d'après les cas d'urgence signalés par le service de santé du Togo et par celui du Dahomey et de manière à assurer à l'établissement le meilleur rendement ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 août 1943.

P. SALICETI.

Enquête de commodo et incommodo

N° 448 DOM. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du 22 août 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête de « commodo et incommodo » est ouverte à l'effet d'incorporer aux emprises de la gare d'Atakpamé une bande de terrain nécessaire à la construction d'un mur de clôture le long de la concession de la S. G. G. G.

La nouvelle limite d'emprise au nord-ouest de la gare d'Atakpamé et au droit de la concession de la S. G. G. G. sera représentée par une ligne droite dont les distances à l'axe de la voie principale actuelle seront de 10 mètres 80 à l'est et de 11 mètres 20, à l'ouest de la dite concession.

Les bornes posées à la suite de l'incorporation de cette bande de terrain seront situées sur le plan de bornage et repérées par rapport aux bornes environnantes.

ART. 2. — L'adjoint au commandant du cercle du centre est délégué comme commissaire-enquêteur.

ART. 3. — Le plan et les renseignements nécessaires seront déposés au bureau du cercle du centre à Atakpamé pendant un mois à partir du 8 septembre 1943 pour être communiqué de 8 heures à 11 heures et de 15 heures à 17 heures tous les jours non fériés aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

Avis de ce dépôt et du point de départ du délai d'un mois est donné au préalable par voie d'affichage.

Un registre d'enquête sera déposé dans le bureau du cercle du centre à Atakpamé et restera ouvert pendant toute la durée du dépôt pour recevoir les réclamations et dires des intéressés.

ART. 4. — A l'expiration du délai d'un mois le dossier comprenant toutes les pièces sera soumis au commissaire de la République qui statuera.

Service de transit

ARRETE n° 452 A. E. du 23 août 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté n° 307 du 1^{er} juin 1938 réorganisant la chambre de commerce ;

Vu l'arrêté général n° 2785 sec. du 3 août 1943 portant organisation provisoire du commerce extérieur en temps de guerre ;

Vu la lettre 2040 sec./8 du 6 août 1943 du gouverneur général, approuvant la création et le fonctionnement d'un service de transit organisé par le commerce local ;

Le conseil d'administration entendu ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Togo, un service de transit pour la réception des marchandises en provenance des pays alliés.

Ce service, rattaché à la chambre de commerce du Togo, à Lomé, est géré et administré par le président de la chambre de commerce ou le vice-président en cas d'absence du président.

ART. 2. — Les attributions et les conditions de fonctionnement du service du transit feront l'objet d'un règlement qui sera préparé par la chambre de commerce et soumis à l'approbation du commissaire de la République au Togo.

ART. 3. — Le service du transit bénéficiera d'une organisation financière propre, indépendante du budget de la chambre de commerce.

Cette organisation sera précisée dans le règlement prévu à l'article 2 qui devra, en outre, prévoir qu'à la cessation de l'activité du service du transit, le solde des opérations financières sera incorporé au budget de la chambre de commerce.

ART. 4. — L'activité du service du transit devra rester dans le cadre du comité du commerce extérieur créé par arrêté général 2785 S. E. C. sus-visé.

Le chef du bureau économique du Togo, représentant du dit comité est nommé contrôleur du service du transit, il aura notamment qualité, à cet effet, pour vérifier les registres et toutes pièces comptables ainsi que la concordance des écritures avec la caisse et la situation du compte qui pourra être ouvert à la B. A. O. pour ce service par le président de la chambre de commerce.

ART. 5. — Le président de la chambre de commerce et le chef du bureau économique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui, vu l'urgence, sera rendu applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, au bureau des P. T. T. de Lomé et en tous autres lieux publics.

Lomé, le 23 août 1943.

P. SALICETI.

Santé publique

ARRETE N° 453 F. du 23 août 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 148 du 26 mars 1929 instituant au Togo un service de soins dentaires;

Vu l'arrêté n° 577 du 7 octobre 1929 modifiant l'arrêté n° 148 du 26 mars 1929 instituant au Togo un service de soins dentaires;

Vu l'arrêté n° 704 du 26 décembre 1939 réglementant dans toute l'étendue du territoire du Togo, l'exercice de la clientèle rémunérée par tout médecin, pharmacien ou chimiste militaire, fonctionnaire ou contractuel;

Vu l'arrêté n° 573 du 16 octobre 1941 portant majoration du taux de remboursement des journées de traitement dans les formations sanitaires;

Vu la lettre n° 538 s./s. du 15 juin 1943 du chef du service de santé;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté n° 573 du 16 octobre 1941 est modifié comme suit :

A — EUROPÉENS

Hôpital de Lomé

	Frs.
1 ^{re} catégorie	175
2 ^e catégorie	115
3 ^e catégorie	75

B — INDIGÈNES

1^{re} catégorie. — Malades pourvoyant eux-mêmes à leur nourriture :

	Frs.
Hôpitaux des cercles de Lomé, Anécho et du Centre	30
Hôpitaux des cercles de Sokodé et Mango	15

2^e catégorie. — Malades nourris par l'hôpital:

Hôpitaux des cercles de Lomé, Anécho et du Centre	60
Hôpitaux des cercles de Sokodé et Mango	40

ART. 2. — L'article 3 de l'arrêté n° 577 du 7 octobre 1929 est modifié comme suit :

Les soins dentaires sont donnés aux européens et aux indigènes fonctionnaires ou particuliers, exclusivement à titre de cessions remboursables, d'après le tarif suivant :

	Frs.
Consultation	20
Nettoyage de bouche	60

	Frs.
Extraction sans anesthésie locale	20
Extraction avec anesthésie locale	40
Extraction dent sagesse	100
Extraction avec anesthésie générale	100
Obturation en ciment ou à l'amalgame (y compris les soins préliminaires 2 ^e degré	80
3 ^e et 4 ^e degrés	120
Aurification	120
Traitement de pyorrhée alvéolaire, la séance	20
Appareil de prothèse sur vulcanite avec dent porcelaine unie et crochet métal par dent ou crochet	100
— avec dents contreplaquées métal par dent	150
— avec dents contreplaquées or par dent	200
— avec dents or et crochet or par dent	500
Crochet or supplémentaire, le crochet	200

Appareils or :

Pose d'une couronne or (soins compris)	500
Pose d'une dent à pivot (soins compris)	500
Bridge work par élément or ou porcelaine	500

Réparation vulcanite :

Cassure plaque	100
Remplacement dent porcelaine	100
Remplacement dent contre plaque métal	150
Remplacement dent contre plaque or	200
Remplacement dent or	500
Remplacement dent d'un crochet métal	100
Remplacement dent d'un crochet or	200
Remplacement d'une paire de ressorts	70
Remplacement d'un porte-ressort	70
Rondelle de caoutchouc succion	10
Remplacement d'une succion complète	100
Remontage d'une dent	90
Remontage d'un crochet	90
Remontage appareil — la dent	90
Remplacement dent steele sur bridge ou dent à pivot	150

Pour tous les appareils or les prix fixés ne comprennent pas le métal précieux employé qui doit être fourni par le client.

Le dentiste recevra une indemnité de 30% sur le montant des soins et entretiens donnés à titre onéreux.

ART. 3. — Les articles 5, 7, 8 et 9 de l'arrêté n° 704 du 26 décembre 1939 sont modifiés comme suit :

Dans les localités où exerce un seul médecin libre patenté et diplômé dans les conditions déterminées à l'article 2, paragraphe 2, chaque visite ou consultation ayant fait l'objet d'une cession donne droit en faveur du médecin fonctionnaire à une indemnité égale à 50% du montant de la cession.

Pour les accouchements et les opérations de grande chirurgie, l'indemnité est égale au tiers des tarifs de cession.

Dans les localités où exercent plusieurs médecins libres patentés et diplômés dans les conditions déterminées à l'article 2, paragraphe 2, les examens de spécialistes visés au paragraphe 3 de l'article 2 feront l'objet d'une cession et seront tarifés comme suit :

Frs.

Examens ophtalmologiques 100

Examens otorhynolaryngologiques 100

Examens des voies génito-urinaires 100

Chaque examen donne droit en faveur du médecin fonctionnaire à une indemnité égale à 50% du montant de la cession.

Les examens pratiqués dans le service de radiologie de l'hôpital de Lomé au profit des fonctionnaires et agents civils, militaires et marins, non hospitalisés, donnent lieu à un remboursement fixé d'après le tarif suivant :

Frs.

Radioscopie 150

Radioscopie nécessitant l'emploi de sels de baryte ou de bismuth 250

Radiographie :

Format 15×18 250

Radiographie dentaire intra-buccale 80

Les tarifs sus-indiqués sont majorés de 25% pour les particuliers non fonctionnaires.

Les examens pratiqués dans le service des laboratoires de chimie et de bactériologie du Togo au profit des particuliers non fonctionnaires et des fonctionnaires et agents civils, militaires et marins, non hospitalisés, donnent lieu à un remboursement fixé d'après les tarifs A et B.

A — LABORATOIRE DE BACTÉRIOLOGIE

a) Examens microscopiques de pratique courante :

Frs.

Examens microscopiques simples, directs ou après coloration de gram (parasites intestinaux, gonocoques) etc. 50

Autres recherches (amibes, bilharzie) 50

b) Examens microscopiques spéciaux :

Colorations spéciales : (fontana-tribondeau, giamsa, siehl, etc.) 50

Examens après triple centrifugation 75

Numération globulaire 100

Cytologie-forme leucocytaire 100

Examen après homogénéisation 100

Examen après inoculation à un animal 200

Examen après culture 100

Hémoculture et identification de germes 200

C. — TECHNIQUE DE LABORATOIRE

1^o — Analyses bactériologiques :

Eaux, excreta, secreta, etc. 500

Auto-vaccins 200

2^o — Sero-diagnostics :

a) Par agglutination 100

b) Par floculation (hectaméinique) etc. 100

c) Par déviation du complément (Wassermann) etc. 200

B — LABORATOIRE DE CHIMIE

a) Analyses chimiques biologiques :

(Suc gastrique, urine, sang, liquide céphalo-rachidien, fèces etc.).

Recherche d'un élément 30

Recherche et dosage d'un élément 75

Analyse complète 250

b) Expertise alimentaire :

Analyse complète d'un vin, vinaigre, alcool, bière, whisky et spiritueux 300

Analyse de conserves 200

Analyse de farine 200

Analyse d'huile, beurre et tous corps gras 300

Analyse de lait et farines lactées 300

Analyse d'eau 500

c) Analyses industrielles :

Minerais de fer 600

Minerais d'aluminium 400

Tous minerais 500

Dosage d'un élément seulement 100

Phosphates naturels 400

Métaux antifrictions 400

Charbon (sans le soufre) 300

Cendres (de charbon ou autres) 300

Essences minérales 400

Pétroles 400

Roches diverses : kaolin, calcaire 500

Chaux, ciments 500

Huiles minérales, graisses minérales 400

Essences de térébentine, huile de lin, etc. 400

d) Expertise toxicologique avec rapport 3.000

Chaque examen donne droit en faveur du médecin ou chimiste à une indemnité égale à 50% du montant de la cession.

ART. 4. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} septembre 1943 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 août 1943.

P. SALICETI.

Budget local*Virement de crédits*

N^o 454 F. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo pris en conseil d'administration le :

23 août 1943. — Sont autorisés à l'intérieur des chapitres ci-dessous désignés du budget local, exercice 1942, les virements ci-après :

ARTICLES		A RETRANCHER	A AJOUTER
<p style="text-align: center;">CHAPITRE II HAUT-COMMISSARIAT ET COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE</p>			
1	Haut-Commissariat	—	3.656,—
2	Commissariat	73.707,70	—
3	Cabinet	—	65.453,10
5	Dépenses des exercices clos	—	4.598,60
	Total du Chapitre II	73.707,70	73.707,70
<p style="text-align: center;">CHAPITRE III HAUT-COMMISSARIAT ET COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE</p>			
1	Haut-Commissariat	—	460,—
4	Communications téléphoniques	8.047,94	—
5	Inspection mobile	—	1.114,94
6	Dépenses des exercices clos	—	6.473,—
	Total du Chapitre III	8.047,94	8.047,94
<p style="text-align: center;">CHAPITRE IV ADMINISTRATION GENERALE</p>			
1	Inspections des affaires administratives	12.614,70	—
2	Bureaux du Gouvernement	—	375.729,70
3	Circonscriptions administratives	376.045,17	—
4	Circonscriptions administratives	—	17.570,30
5	Indemnités de responsabilité	2.238,93	—
6	Justice européenne	25.670,70	—
7	Justice indigène	—	4.543,—
8	Police administrative	—	223.794,20
11	Forces de police	422.177,20	—
12	Dépenses des exercices clos	—	217.109,50
	Total du Chapitre IV	838.746,70	838.746,70
<p style="text-align: center;">CHAPITRE V ADMINISTRATION GENERALE</p>			
1	Inspection des affaires administratives	9.292,67	—
2	Bureaux du Gouvernement	—	36.495,09
3	Circonscriptions administratives	172.190,59	—
4	Justice européenne	4.079,87	—
5	Justice indigène	—	5.394,84
6	Police administrative	2.613,97	—
7	Etablissements pénitentiaires	—	153.784,87
10	Dépenses des exercices clos	7.497,70	—
	Total du Chapitre V	195.674,80	195.674,80
<p style="text-align: center;">CHAPITRE VI SERVICES FINANCIERS</p>			
1	Bureau du trésor	57.343,30	—
4	Enregistrement et domaines	—	15.024,10
6	Forêts	3.442,50	—
7	Dépenses des exercices clos	—	45.761,70
	Total du Chapitre VI	60.785,80	60.785,80

ARTICLES		A RETRANCHER	A AJOUTER
CHAPITRE VII			
SERVICES FINANCIERS			
1	Trésor	—	43.561,04
2	Douanes	117.528,15	—
4	Enregistrement et domaines	760,61	—
5	Service topographique	3.641,—	—
6	Forêts	27.599,38	—
7	Forêts	16.991,—	—
8	Dégrèvements	—	73.648,10
9	Moyens de transport	189,60	—
10	Dépenses des exercices clos	—	49.500,60
	Total du Chapitre VII	166.709,74	166.709,74
CHAPITRE VIII			
EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES			
1	P. T. T.	—	59.859,10
2	Service radioélectrique	—	155,60
3	Travaux publics	67.404,10	—
4	Ateliers	—	13.605,80
5	Agriculture	37.052,30	—
6	Service zootechnique	—	12.000,40
9	Dépenses des exercices clos	—	18.835,50
	Total du Chapitre VIII	104.456,40	104.456,40
CHAPITRE IX			
EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES			
1	P. T. T.	402,50	—
2	Service radioélectrique	—	4.001,—
3	Travaux publics	—	3.319,30
4	Garages	—	20.477,—
5	Agriculture	5.855,—	—
7	Service zootechnique	479,—	—
8	Ateliers	21.060,80	—
	Total du Chapitre IX	27.797,30	27.797,30
CHAPITRE X			
EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES			
1	P. T. T.	100.057,49	—
2	Service radioélectrique	36.695,81	—
3	Travaux publics	31.811,85	—
4	Garages	—	83.885,25
5	Agriculture	150.187,75	—
7	Forêts	—	344,—
8	Usines	57.046,35	—
10	Dépenses des exercices clos	—	291.570,—
	Total du Chapitre X	375.799,25	375.799,25

ARTICLES		A RETRANCHER	A AJOUTER
<p style="text-align: center;">CHAPITRE XI TRAVAUX PUBLICS</p>			
1	Travaux d'entretien	277.399,72	—
3	Travaux neufs	—	156.317,17
4	Travaux imprévus	—	33.569,65
6	Dépenses des exercices clos	—	87.512,90
	Total du Chapitre XI	277.399,72	277.399,72
<p style="text-align: center;">CHAPITRE XII SERVICE D'INTERET SOCIAL ET ECONOMIQUE</p>			
1	Services sanitaires et médicaux	89.019,90	—
2	Hôpital de Lomé	—	35.991,20
3	A. M. I.	78.316,40	—
4	Hygiène publique	—	17.016,20
5	Services sanitaires	—	906,—
6	Instruction publique	—	89.794,40
7	Education générale	128.478,30	—
8	Enseignement libre	22.897,50	—
9	Documentation générale	9.306,70	—
10	Enseignement technique et professionnel	—	61.187,30
11	Assistance sociale	—	21.234,—
12	Service météorologique	—	4.074,90
13	Dépenses des exercices clos	—	97.814,80
	Total du Chapitre XII	328.018,80	328.018,80
<p style="text-align: center;">CHAPITRE XIII SERVICE D'INTERET SOCIAL ET ECONOMIQUE</p>			
1	Services médicaux et sanitaires	21.132,11	—
2	Pharmacie	—	179.698,29
3	Hôpital de Lomé	—	105.528,77
4	Hospitalisation	—	3.743,50
5	A. M. I.	118.214,66	—
6	Hygiène	25.742,50	—
7	Services sanitaires	1.000,—	—
8	Instruction publique	44.809,74	—
9	Education physique	38.559,90	—
11	Documentation générale	4.393,51	—
12	Enseignement public	38.063,08	—
13	Assistance sociale	—	4.956,—
14	Service météorologique	22.054,46	—
15	Expansion extérieure	34.740,—	—
16	Subventions	—	13.690,30
17	Dépenses des exercices clos	—	41.093,10
	Total du Chapitre XIII	348.709,96	348.709,96
<p style="text-align: center;">CHAPITRE XIV DEPENSES DIVERSES</p>			
3	Allocations familiales	2.445,—	—
4	Dépenses des exercices clos	—	2.445,—
	Total du Chapitre XIV	2.445,—	2.445,—

ARTICLES		A RETRANCHER	A AJOUTER
CHAPITRE XV			
DEPENSES DIVERSES			
1	Transports	580.043,07	—
2	Frais de missions	—	2.605,50
3	Fêtes publiques — Frais généraux	—	236.998,37
8	Contributions	29.076,60	—
9	Dépenses des exercices clos	—	369.515,80
	Total du Chapitre XV	609.119,67	609.119,67
CHAPITRE XVII			
DEPENSES IMPREVUES			
1	Perte de fonds	17.923,90	—
2	Autres dépenses imprévues	—	29.983,80
3	Commission bancaire	5.091,10	—
6	Dépenses des exercices clos	6.968,80	—
	Total du Chapitre XVII	29.983,80	29.983,80
CHAPITRE XX			
LUTTE CONTRE LA TRYPANOSOMIASE			
1	Organisme de direction	—	18.131,60
2	Fonctionnement secteurs	18.131,60	—
	Total du Chapitre XX	18.131,60	18.131,60
CHAPITRE XXII			
DEPENSES EXTRAORDINAIRES			
3	Equipped en gazogènes	209,—	—
4	Dépenses des exercices clos	—	209,—
	Total du Chapitre XXII	209,—	209,—

Compte définitif

N° 455 F. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo pris en conseil d'administration le :

23 août 1943. — Le compte définitif des recettes et des dépenses du budget local pour l'exercice 1942 est arrêté comme suit :

SECTION PREMIERE

	<i>Frs.</i>
Recouvrements effectués	59.609.840,30
Dépenses effectuées	48.610.116,20
Excédent des recouvrements sur les dépenses	10.999.724,10

SECTION DEUXIEME

Recouvrements effectués	3.766.350,—
Dépenses effectuées	3.766.350,—

soit au total :

Recouvrements effectués	63.376.190,30
Dépenses effectuées	52.376.466,20
présentant un excédent de	10.999.724,10

à verser à la caisse de réserve du territoire.

Annulation de crédits

N° 456 F. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo pris en conseil d'administration le :

23 août 1943. — Sont annulés au budget local — Exercice 1942 — les crédits suivants restés sans emploi.

	<i>Frs.</i>
CHAPITRE 1 ^{er}	4.149.928,80
— 2	30.066,20
— 3	30.019,10
— 4	4.043,30

à reporter 4.214.057,40

	<i>report</i>	4.214.057,40
CHAPITRE 5		218.804,60
— 6		175.677,80
— 7		5.470,50
— 8		9.144,—
— 9		38.220,50
— 10		121.060,50
— 11		837.752,60
— 12		81,30
— 13		213.001,90
— 14		83.563,—
— 15		1.003,30
— 16		6.000,—
— 17		12.398,90
— 19		3.187.647,50
— 20		97.976,10
— 21		545.828,80
— 22		467.595,10
Total général		10.235.283,80

Budget commune mixte

Compte administratif — Exercice 1942

N° 457 F. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo pris en conseil d'administration le 23 août 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Le compte administratif du budget de la commune-mixte de Lomé, pour l'exercice 1942, est arrêté comme suit :

En *recettes* : à Un million soixante quatorze mille cent quatre vingt huit francs soixante centimes (1.074.188,60).

En *dépenses* : à Huit cent deux mille deux cent cinquante six francs soixante centimes (802.256 frs. 60) laissant un excédent de *recettes* de Deux cent soixante onze mille neuf cent trente deux francs (271.932 frs.) qui sera reporté au budget supplémentaire de l'exercice 1943.

ART. 2. — Sont annulés les crédits restant disponibles aux divers Chapitres à la clôture de l'exercice 1942 et dont le montant s'élève à Quatre vingt dix-huit mille trois cent cinquante francs quarante centimes (98.350 frs.40).

Budget supplémentaire — Exercice 1943

N° 458 F. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo pris en conseil d'administration le :

23 août 1943. — Est arrêté le budget supplémentaire de la commune-mixte de Lomé, pour l'exercice 1943, en *recettes* et en *dépenses* à la somme de : Quatre cent soixante quatre mille quatre vingt-huit francs (464.088 francs).

Lait

ARRETE N° 459 A. E. du 24 août 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 et les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté général n° 2774 s. e. du 7 août 1942;

Vu l'arrêté n° 663 A. E. du 25 novembre 1942 fixant les modalités de vente au Togo de certaines marchandises d'importation et les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 368 A. E. du 3 juillet 1943;

Vu l'arrêté n° 2902 SEC. du 12 août 1943 du gouverneur général, haut-commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté général n° 2774 s. e. du 7 août 1942, la ration de lait évaporé d'origine américaine attribuée aux enfants d'origine ou de souche métropolitaine est provisoirement augmentée et portée à :

Enfants de moins de 3 ans : 30 boîtes par mois;
Enfants de 3 à 5 ans : 20 boîtes par mois;
Enfants de 5 à 13 ans : 15 boîtes par mois.

ART. 2. — Un stock de sécurité de trois cents kilogrammes de lait concentré sucré devra être constitué; sa répartition entre les commerçants détenteurs en sera effectuée par la chambre de commerce. Ce stock devra être rajeuni à chaque arrivage et ne pourra être mis en vente sans l'accord préalable du commissaire de la République.

ART. 3. — Le procureur de la République, le chef du service de contrôle des prix et stocks et les chefs de circonscription sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 août 1943.

P. SALICETI.

Denrées de première nécessité

ARRETE N° 460 A. E. du 24 août 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 réglant le régime des prix et tous textes ultérieurs la complétant ou la modifiant;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les tickets ci-après du feuillet « denrées diverses » (feuillet vert) donneront droit aux denrées suivantes pour le mois de septembre 1943 :

Le ticket A donnera droit à 2 litres d'huile;

Le ticket B donnera droit à 2 kilogrammes sucre;

Le ticket C donnera droit à 4 boîtes $\frac{1}{4}$ de conserves poisson autre que fabrication A. O. F.;

Le ticket D donnera droit à 4 boîtes conserves de viande ou préparées à base de viande;

Le ticket E donnera droit à 2 kilogrammes conserves de légumes;

Le ticket F donnera droit à 100 grammes conserves de tomates;

Le ticket G donnera droit à 2 kilogrammes pâtes alimentaires;

Le ticket H donnera droit à 1 paquet de 10 boîtes allumettes;

Le ticket I donnera droit à 1 litre de vinaigre;

Le ticket J donnera droit à 20 litres de vin ordinaire;

Le ticket K donnera droit à 1 bouteille au choix apéritif, rhum, cognac ou similaires;

Le ticket L donnera droit à 2 cartouches cigarettes;
Le ticket M donnera droit à 4 mètres de tissus;
Le ticket N donnera droit à 1 paire de chaussures.

ART. 2. — La vente des boissons spiritueuses n'est autorisée qu'en faveur des personnes de plus de 20 ans, celle du vin qu'en faveur des personnes de plus de 12 ans, celle des cigarettes qu'en faveur des hommes de plus de 20 ans.

ART. 3. — La délivrance des denrées ci-dessus est subordonnée à la présentation obligatoire de la feuille de denrées diverses et de la carte d'alimentation.

Il est formellement interdit de délivrer de telles denrées aux personnes ne produisant pas à la fois la feuille de denrées diverses et la carte d'alimentation s'y rapportant. Il appartient au commerçant préposé à la vente de ces denrées d'exiger cette présentation, de vérifier si la carte a été délivrée par les autorités compétentes, de confronter en ce qui concerne les denrées visées à l'article 2, les feuilles de denrées et les cartes d'alimentation de façon à ne céder les denrées qu'aux ayants-droit, enfin de découper les tickets lui-même.

ART. 4. — Les infractions aux dispositions ci-dessus, notamment celles à l'article 3 et le refus de vendre aux ayants-droit les denrées en cause, s'il est prouvé que le commerçant était en mesure de le faire, seront considérées comme hausse illicite et passibles des sanctions prévues par la loi du 14 mars 1942 susvisée.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 24 août 1943.

P. SALICETI.

Surveillance des Prix

N° 461 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

24 août 1943. — Sont approuvés les prix autorisés par la commission des prix dans sa réunion du 20 août 1943.

Toute vente des produits intéressés à des prix supérieurs à ceux fixés, sera considérée comme hausse illégitime des prix et sanctionnée des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

Prix de vente approuvé par arrêté n° 461 C. P. S. du 24 août 1943.

S. G. O. A.

	Frs.
Câble métallique R. A. 10015 — Le mètre	24,60
Pneus auto R. A. 10012 — La pièce	8.792,60
Chambre à air auto R. A. 10013 — La pièce	575,20
Pierre à briquet R. A. 10014 — Le sachet	83,85
Condiment « PICALILLI » R. A. 194 — Le pot	83,—
Babouches R. A. 195 — La paire	228,—
Babouches R. A. 196 — La paire	271,50
Babouches R. A. 197 — La paire	325,75
Parfum de traite R. A. 198 — Le tube	9,55
Graines potagères R. A. 199 — Le sachet	3,85
Parfum de traite R. A. 4730 — Le flacon	20,20
Parfum de traite R. A. 4730 — Le flacon	5,15
Parfum de traite R. A. 4730 — Le flacon	4,30
Carton Bitumé R. A. 10016 — Le rouleau	373,80
Sardines à l'huile — La boîte	11,25
Vin blanc BOURGOGNE » R. Z. 897 — Le litre	98,40

Cie. F. A. O.

Oxygène — Le m³	60,15
Acétylène — Le m³	133,70
Electro des 3m/m25 — Le 100	198,75
Electro des 4m/m — Le 100	242,65
Sardines à l'huile aromates — La boîte	13,05
Filets de sardines aux aromates — La boîte	14,20

G. B. Ollivant S. A.

Satin imprimé — Le mètre	30,70
Calicot 80 c/m — Le mètre	23,10
Mousselinette N° 10161 — Le mètre	25,40
Croise de coton bleu — Le mètre	24,90
Bandes Cuir Lissées — Le kilogramme	82,95
Sel marin — Le kilogramme	2,50
Sel marin — La tonne	2.498,40

NOTA. — Les prix des tissus comprennent la majoration de 5 francs par mètre prévue par l'arrêté n° 492 sec. du 4 février 1942 au titre de la taxe de péréquation des tissus.

Transports routiers

ARRETE n° 462 T. P. du 25 août 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté 514 T. P. du 16 septembre 1942 portant fixation des tarifs de transports routiers au Togo, approuvé par arrêté général 3664 T. P. du 16 octobre 1942;

Vu l'arrêté général 2374 T. P./D. G. du 29 juin 1943 portant fixation des tarifs maxima des transports automobiles en A. O. F. et au Togo;

Vu l'avis de la commission des prix dans sa séance du 3 août 1943;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs maxima des transports automobiles de marchandises par tonne kilométrique effectivement transportée sont fixés comme suit, quels que soient la charge utile du véhicule et le carburant employé (essence, gas-oil, gaz des forêts).

a) six francs sur toutes les routes du territoire au sud de Blita, terminus du chemin de fer;

b) six francs trente centimes au nord de ce point;

c) sept francs sur les parours montagneux suivants : Atakpamé-Badou, route du plateau de Daye, à partir de l'embranchement sur la route Atakpamé-Palimé.

Aucun supplément ne sera perçu pour retour à vide.

ART. 2. — Le paiement de la taxe de 1,70 par tonne kilométrique effectivement transportée à l'essence ou au gas-oil sera effectué de la manière suivante.

Toute dotation de carburant à un véhicule de charge est obligatoirement inscrite sur le carnet de bord créé par arrêté du 1er mars 1941. Ce carnet porte également la consommation de carburant aux 100 kilomètres (N litres) et la charge utile (T tonnes). Le véhicule sera réputé effectuer des voyages à pleine charge à la descente avec retour à vide. Chaque litre de carburant délivré aux véhicules de charge, après parution du présent arrêté, donnera lieu à paiement d'une taxe de 50 T. × 1,70. Cette taxe sera versée

par le propriétaire du véhicule sur état de remboursement dressé par le service des transports, qui reçoit mensuellement des commandants de cercles ou chefs de subdivision un état récapitulatif des bons d'achat délivrés par application de l'article 4 de l'arrêté 629 D. N. du 2 septembre 1939 (J. O. Togo 1942, page 586).

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux de cercles et de subdivisions ainsi que dans les bureaux de postes.

ART. 4. — Le chef du service local des transports, les commandants de cercle et les chefs de subdivision sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1943.

P. SALICETI.

Articles textiles

ARRETE N° 465 A. E. du 26 août 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 réglant le régime des prix et tous textes ultérieurs la modifiant ou la complétant;

Vu les arrêtés 720 du 24 décembre 1941, 531 A. E. du 26 septembre 1942 et 403 A. E. du 27 février 1942 réglementant la vente des articles textiles;

Vu les câblogrammes 301-D-4 et C-325 des 27 juillet et 7 août 1943 du gouverneur général, haut-commissaire; -

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés les arrêtés susvisés 720 du 24 décembre 1941, 403 du 27 juillet 1942 et 531 du 26 septembre 1942 réglementant la vente des tissus.

ART. 2. — Les tissus de rayonne pure et soie pure ou mélangée et les confections en tous textiles seront mis en vente libre et ne devront plus faire l'objet de déclarations de stocks.

ART. 3. — Tous les autres articles textiles devront faire l'objet de déclarations mensuelles qui devront être adressées en 3 exemplaires, le 25 de chaque mois, au chef du bureau économique.

ART. 4. — Sous réserve des restrictions prévues aux articles 5, 6, 7, il sera débloqué chaque mois $1/6^e$ des stocks déclarés en vertu de l'article 3.

En même temps que leurs déclarations et sur le même état, les maisons de commerce adresseront au chef du bureau économique leurs propositions de répartition dans tout le territoire, des contingents débloqués. La répartition ne pourra être effectuée qu'après accord du commissaire de la République qui fixera, en même temps, les conditions de mise en vente.

ART. 5. — La vente des toiles à voile, toiles à bêche, fil de pêche et laine à tricoter ne devra être effectuée que sur bons spéciaux délivrés par les chefs de circonscription.

ART. 6. — Les titulaires de cartes d'alimentation pourront éventuellement bénéficier d'une allocation de tissu qui fera l'objet d'une lettre spéciale des denrées diverses, laquelle ne pourra être satisfaite que dans la mesure des stocks débloqués mensuellement et non réservés pour la traite.

ART. 7. — Les chefs de circonscription pourront délivrer des autorisations d'achat, sous leur responsabilité, dans tous les cas spéciaux prévus par la réglementation précédemment en vigueur soit :

a) en ce qui concerne les titulaires de cartes d'alimentation :

pour les articles de literie des nouveau-nés;
pour les trousseaux des futurs mariés sur publica-
tions des bans;
pour les femmes enceintes sur certificat médical;
pour les personnes en deuil;
pour les sinistrés;

b) pour les besoins des collectivités, écoles, hotels, restaurants, personnel administration, commerce et industries, etc... sur justification des besoins.

c) aux non titulaires de cartes d'alimentation pour des raisons d'ordre politique (notabilités, chefs indigènes et à l'occasion des cérémonies rituelles, de mariages, funérailles, naissances, etc...).

Les autorisations délivrées dans ces conditions devront comporter au verso les motifs détaillés de la délivrance.

ART. 8. — Les infractions au présent arrêté et notamment les déclarations inexactes, le refus d'effectuer les répartitions prescrites ou de vendre aux conditions fixées par le commissaire de la République, seront considérées comme hausse illicite et passibles des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 9. — Le procureur de la République, le chef du c. p. s., le chef du bureau économique et les chefs de circonscription sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui, vu l'urgence, sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie et au bureau des P. T. T. de Lomé, à la chambre de commerce et en tous lieux publics.

Lomé, le 26 août 1943.

P. SALICETI.

**Modèle de déclaration à faire parvenir, le 25 du mois,
en 3 exemplaires au bureau économique**

ARTICLES	STOCK AU 25	1/6 débloqué	RÉPARTITION DEMANDÉE			
			Lomé-Ville	Assahoun	Tévédi	

Ouverture de crédits

ADDITIF à l'arrêté n° 277 F. du 8 mai 1943 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1942), et à l'arrêté n° 337 F. du 9 juin 1943 le modifiant (J. O. Togo du 16 mai 1943, page 298 — J. O. Togo du 16 juin 1943, page 363).

Après :

P. SALICETI.,

Ajouter :

(Approuvé par arrêté général n° 2811 F. I./D. en date du 4 août 1943 du haut-commissaire).

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT****Reclassement**

Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

4 août 1943. — Les fonctionnaires du service de l'E. G. S. de l'Afrique occidentale française et du Togo sont classés dans les conditions suivantes dans le cadre commun supérieur de l'E. G. S. de l'A. O. F. organisé par arrêté n° 2069 du 8 juin 1943, pour compter du 1^{er} avril 1942.

Classement du personnel du cadre de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française

NOMS ET PRÉNOMS	Situation antérieure au 1 ^{er} Avril 1942	Situation après classement	
		CLASSE	ANCIENNETÉ CONSERVÉE

Catégorie des moniteurs:

HEMERY MAURICE	Moniteur de 4 ^e classe du 1 ^{er} Octobre 1941	Moniteur de 4 ^e cl.	6 mois
----------------	--	--------------------------------	--------

Mutations

Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

4 août 1943. — M. Léobon-Létang, commis principal de 3^e classe des trésoreries de l'A. E. F. détaché provisoirement en A. O. F. et actuellement en service au Togo, est mis à la disposition du gouverneur de la Guinée.

M. Brémand Emile, commis principal de 1^{re} classe des trésoreries de l'A. E. F. détaché provisoirement en A. O. F. et actuellement en service en Guinée, est mis à la disposition du gouverneur des colonies, commissaire de la République au Togo.

Promotions

Par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du 22 juillet 1943, sont promus, pour compter du 1^{er} juillet 1943, les agents des cadres ci-après :

CADRE COMMUN SUPÉRIEUR DES DOUANES :

Au grade de contrôleur hors classe :

M. Auguste Chardard, contrôleur de 1^{re} classe.

CADRE COMMUN SUPÉRIEUR DE LA POLICE :

Au grade d'inspecteur de 5^e classe :

M. Pierre Marty, au choix, inspecteur de 6^e classe.

CADRES COMMUNS SECONDAIRES DE L'ASSISTANCE MÉDICALE INDIGÈNE :

A — Cadre des médecins auxiliaires :

MÉDECIN AUXILIAIRE PRINCIPAL DE 4^e CLASSE :

M. Jean-Josiah Johnson, médecin auxiliaire de 1^{re} classe.

Cadre des vétérinaires auxiliaires :

Au grade de vétérinaire auxiliaire de 1^{re} classe :

M. Amegee Paul, 1^{er} tour choix, vétérinaire auxiliaire de 2^e classe.

Mise en disponibilité

Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

4 août 1943. — Madame Kponton Félicienne, (née Lima), sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe du cadre commun secondaire de l'A. O. F. en service détaché au Togo, est placée dans la position de disponibilité sans solde, pour raison de santé, pour une période d'une année, à compter du 13 juin 1943, date d'expiration du congé de convalescence dont elle était titulaire.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Affectations**

Par décision n° 512 A. P. A. du :

13 août 1943. — Le maréchal des logis-chef Marcel Roux, commandant la brigade de gendarmerie du Togo, est nommé commissaire de police intérimaire de la ville de Lomé, en remplacement de M. Pierre Marty, inspecteur-adjoint de 6^e classe du cadre commun supérieur de la police de l'A. O. F. qui est remis à la disposition du chef du service de la sûreté du Togo.

Le détachement du gendarme Gouvernec au Commissariat de police de la ville de Lomé est maintenu.

PERSONNEL INDIGÈNE**Nominations**

Par arrêté n° 463 P. du :

25 août 1943. — Sont nommés pour compter du premier juillet 1943 dans les cadres locaux indigènes des travaux publics et des chemins de fer et du wharf du Togo :

Au grade de maître-ouvrier de 7^e classe des travaux publics :

M.M. Agbagla Bernard, mécanicien principal de 1^{re} classe,

Sant'Anna Ouabi, ouvrier de 1^{re} classe.

Au grade de chef de station de 4^e classe des chemins de fer et du wharf :

M.M. Kétévi Evariste, facteur-enregistreur de 1^{re} cl.,
Yamadjako Simon, facteur-enregistreur de 1^{re} classe.

Maintien en fonctions

Par arrêté n° 449 P. du :

23 août 1943. — L'instituteur ordinaire de 1^{re} classe Boehm Chrysostome, atteint par la limite d'âge pour la retraite le 12 juin 1943, est maintenu en fonctions pour une période d'un an, pour compter du 13 juin 1943.

Par arrêté n° 450 P. du :

23 août 1943. — Le mécanicien de 2^e classe du cadre local indigène du chemin de fer du Togo Kloussé Mensah Agbodo, atteint par la limite d'âge pour la retraite le 16 avril 1942, est maintenu en fonctions pour une nouvelle durée d'un an, pour compter du 17 avril 1943.

Retraites

Par arrêté n° 436 P. du :

13 août 1943. — M. Kouakoutsé Ferdinand, chef de station de 2^e classe du cadre local des chemins de fer, est admis d'office à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté de service pour compter du 1^{er} janvier 1944.

Par arrêté n° 442 P. du :

16 août 1943. — Sont admis à faire valoir d'office leurs droits à la retraite, pour compter du 1^{er} mars 1944, les agents des cadres locaux des chemins de fer et du wharf dont les noms suivent :

Dogbé Kloutsé, chef d'équipe de 5^e classe;
Akakpo Messan, aiguilleur de 2^e classe;
Kossoko Ameganshie, second-maître canotier;
Mensah Laté, canotier de 1^{re} classe.

Agents auxiliaires**Nominations**

Par décision n° 517 P. du :

17 août 1943. — Les nommés Kouessan Kinvi Grégoire, Bruce Liberty, Lawson Vitus sont engagés en qualité de surnuméraires auxiliaires des P. T. T. échelle II, échelon 1, pour compter du 1^{er} août 1943.

Gardes frontières**Nomination**

Par arrêté n° 464 P. du :

26 août 1943. — Le nommé Dongo Tamona est agréé dans le cadre local des gardes-frontières du Togo en qualité de garde-frontière stagiaire, pour compter du 26 août 1943, en remplacement du garde-frontière Mama Daramanou, décédé.

Titularisations

Par arrêté n° 451 P. du :

23 août 1943. — Les gardes-frontières stagiaires du cadre local du Togo ci-après désignés, qui ont accompli leur période de stage réglementaire, sont titularisés dans leur emploi et nommés gardes-frontières de 5^e classe :

Pour compter du premier juin 1943

Estève Richard.

Pour compter du premier août 1943

Barrigah Ebénézer,	Monteiro Albert,
Atayi Godfroy,	Nobimé Victor,
Attikpo Benoît Yao,	Sokémahou Joseph.
Kponton Servatius,	

Forces de Police**Nominations — Retraites — Licenciements**

Par arrêté n° 446 B. M. du :

21 août 1943. — Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des forces de police du territoire pour compter du 1^{er} septembre 1943 :

Missodé Philippe, garde de 1^{re} classe, Mle 1355, « pour mauvaise manière habituelle de servir ».

Kokou Dandani, garde de 2^e classe, Mle 1304, « condamné de droit commun ».

Missa I, garde de 2^e classe, Mle 775, « pour mauvaise manière de servir », proposé pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 du 20 février 1937.

Sakpana, garde de 1^{re} classe, Mle 988, « pour limite d'âge », proposé pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 du 20 février 1937.

Le garde de 1^{re} classe Yémoa, Mle 1308, licencié par arrêté n° 409 B. M. du 22 juillet 1943, est proposé pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 du 20 février 1937.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du 30 août 1934 sont accordés à chacun des gardes licenciés ci-dessus pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

Par arrêté n° 447 B. M. du :

21 août 1943. — Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des forces de police du territoire :

A compter du 1^{er} juillet 1943

Senougbe Vidékou, 2^e classe stagiaire, Mle 1028 A. D., « pour mauvaise manière habituelle de servir ».

A compter du 1^{er} août 1943

Ayivi Clément, stagiaire catégorie B., Mle M/1020 B. T., « pour indécatesse ».

Wilson Jacob, stagiaire catégorie B., Mle M/1050 B. T., « pour indécatesse ».

Mama Djato, stagiaire catégorie B., Mle M/914 B. T., « pour mauvaise manière habituelle de servir ».

A compter du 16 août 1943

Kamalo Santégadaou, milicien de 2^e classe, Mle M/700 B. T., « pour faute grave en service ».

A compter du 1^{er} septembre 1943

Léné Djab Dom, milicien de 1^{re} classe, Mle M/777 A. T., « pour fin de contrat ».

Koba Bako, caporal, Mle M/591 B. D., « condamné à trois mois de prison pour trafic alcool de traite par le tribunal du 1^{er} degré du cercle d'Anécho ».

Sont agréés à la 1^{re} compagnie de milice en qualité de stagiaires catégorie B., pour compter du 1^{er} août 1943, les indigènes volontaires dont les noms suivent:

Badjassi Tchalim,	Nassoukou Ouaka,
Kola Tchadjaou Tchessi,	Kloum Tébié,
Lawson Oscar Laté,	Liyabiné Gnigbongou,
Okoba Kossi Edouard,	

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du 30 août 1934 sont accordés à chacun des miliciens licenciés ci-dessus pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

DIVERS**Appel différé***Commission*

MODIFICATIF à la décision n° 312/B. M. du 22 avril 1943 fixant la composition de la commission régionale de contrôle des appels différés du Togo.

Rayer :

M. Siaut, représentant des groupements professionnels au Togo, membre de la commission régionale de contrôle des appels différés.

Budget Local

Par décision n° 522 F. du :

19 août 1943. — Une commission composée de :

M. le médecin colonel Pautet, directeur local de la santé publique *Président*

M.M. Viala, directeur de la B. A. O., } *Membres*
de Souza Angustino, notable, }

tous trois membres du conseil d'administration du territoire, se réunira dans la troisième semaine du mois d'août, à l'effet de constater, en ce qui concerne les comptes administratifs du budget local de l'exercice 1942, la concordance entre les écritures du trésor et celles des services d'ordonnancement des dits budgets.

Contraintes

Par décision n° 514 A. P. A. du :

13 août 1943. — M. Pauc, inspecteur-adjoint de police, détaché au service de la sûreté, est nommé porteur de contraintes, cumulativement avec ses autres fonctions, pour la ville de Lomé.

Ecoles du Gouvernement général

Par décisions du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du :

21 juillet 1943. — Sont déclarés définitivement admis au diplôme de sortie de l'école William-Ponty les élèves dont les noms suivent, classés par ordre de mérite :

I — Section enseignement

Mention assez bien

- 4 — Joseph Tsogbé.
5 — Emmanuel Degbèho.

II — Section administration

Mention assez bien

- 5 — Bruno Savi de Tové.

III — Section médecine

Mention assez bien

- 10 — Paul Adjamagbo.

Sans mention

- 20 — Mensah Atidèpe.

Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

31 juillet 1943. — Sont définitivement admis au concours d'entrée à l'école William Ponty les candidats dont les noms suivent par ordre de mérite :

- 6 — Adakpo Willy.

- 19 — Kouévidjen André.

- 35 — Gadagbé Emile.

Les intéressés devront être mis en route dans les délais permettant l'arrivée à Sébikhotane au plus tard le 11 novembre 1943.

Fourrière

Par décision n° 513 A. P. A. du :

13 août 1943. — Le maréchal des logis-chef Marcel Roux, commissaire de police intérimaire de la ville de Lomé, est nommé préposé à la fourrière de Lomé.

Les fonctions de préposé à la fourrière de Lomé s'exercent comme il est prescrit dans l'arrêté municipal n° 4 du 6 décembre 1934.

Justice indigène

Par arrêté n° 440 A. P. A. du :

14 août 1943. — La composition du tribunal criminel d'Atakpamé est modifiée comme suit :

M.M. Knill, conducteur principal des travaux agricoles, en remplacement de M. Fontaine, Angeletti, chef de district du chemin de fer du Togo, en remplacement de M. Walter.

Par décision n° 531 A. P. A. du :

25 août 1943. — M. Maillet, adjoint principal des services civils des colonies, est nommé président du tribunal du premier degré d'Anécho, à titre provisoire, pendant l'absence de M. Degoul, hospitalisé.

M. Maillet assurera cumulativement ces fonctions avec celles de président du tribunal du premier degré de Lomé-Tsévié.

Ordonnateur délégué

Par arrêté n° 444 F. du :

20 août 1943. — L'arrêté n° 430 Cab. du 11 août 1943 est et demeure abrogé.

En attendant la désignation d'un titulaire du poste de secrétaire général au Togo, M. l'administrateur de 2^e classe Sanson Pierre, chef du bureau des finances, est délégué dans les fonctions d'ordonnateur-délégué du budget local.

Régime pénitentiaire**Condamnés mineurs de droit commun**

Par décision n° 532 A. P. A. du :

25 août 1943. — Sera placé dans le centre de rééducation de l'école professionnelle de Sokodé, jusqu'à l'âge de seize ans, le mineur Kossi Kouani, âgé de 15 ans environ, acquitté comme ayant agi sans discernement, par le jugement en date du 2 août 1943 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

Sociétés indigènes de prévoyance

Par décision n° 536 A. E. du :

25 août 1943. — M. l'administrateur de 2^e classe Roche, chef du bureau des affaires politiques et administratives, est nommé président de la commission centrale de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance du Togo, en remplacement de M. l'administrateur de 1^{re} classe Négrié.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****Avis d'Examen**

pour l'admission dans le cadre commun secondaire des Services financiers de l'A. O. F.

L'examen prévu par l'article 8 de l'arrêté du 22 décembre 1942 (J. O. A. O. F. 1943 page 19), permettant l'accession dans le cadre commun secondaire des services financiers de l'A. O. F. des commis des cadres locaux des colonies et des auxiliaires en service à la direction générale des finances, dans les bureaux des finances des colonies et dans les autres organismes ou services financiers et comptables des colonies du groupe, aura lieu les 20 et 21 décembre 1943.

L'horaire de l'examen est fixé comme suit :

Lundi 20 décembre 1943 :

de 7 heures à 10 heures — *Composition française ;*

de 15 heures à 17 heures — *Composition de mathématiques ;*

Mardi 21 décembre 1943 :

de 7 heures à 8 heures — *Epreuves sur le régime de la soldes et des déplacements ou sur la comptabilité administrative.*

de 8 heures 30 à 9 heures — *Confection d'un tableau ou d'un état.*

Les inscriptions seront reçues jusqu'au 15 novembre 1943, terme de rigueur. Les demandes adressées au gouverneur général de l'Afrique occidentale française sous le timbre de la direction du personnel et sous le couvert des gouverneurs, chefs de territoire ou des chefs de services devront être accompagnées d'un relevé des notes et des services, d'une pièce fixant la position militaire des candidats et d'un avis motivé des supérieurs hiérarchiques des intéressés.

Audiences des vacations

EXTRAIT des minutes du Greffe du Tribunal de Première Instance de LOMÉ (Togo).

Délibération du Tribunal en Chambre du Conseil en vue de fixer les dates des audiences des vacations pour l'année mil neuf cent quarante-trois.

L'an mil neuf cent quarante-trois et le treize Août, à dix heures.

Le Tribunal de Première Instance de LOMÉ (Togo), composé de Messieurs CADORÉ Marcel, Président du Tribunal, Président, MARCHAND Maurice, Conseiller à la Cour d'Appel, Chevalier de la Légion d'Honneur, Procureur de la République, et Louis GAETAN, Greffier en Chef, s'est réuni en la Chambre du Conseil sur la convocation de son Président à l'effet de fixer les dates des audiences des vacations du Tribunal de Première Instance de LOMÉ pour l'année 1943 conformément aux dispositions de l'Arrêté N° 2783 du 3 Août 1943 de M. le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française, Haut-Commissaire de la République au Togo, Chevalier de la Légion d'Honneur à DAKAR.

M. le Président donne lecture dudit arrêté fixant du quinze Septembre au quinze Octobre 1943 les vacances judiciaires dans le ressort de la Cour d'Appel de l'A. O. F.

Après en avoir délibéré conformément à la loi, le Tribunal fixe au Jeudi seize Septembre et au Vendredi premier Octobre mil neuf cent quarante-trois les deux audiences des vacations du Tribunal de Première Instance de Lomé. Cette décision concerne également le Tribunal Colonial d'Appel de Lomé.

De tout quoi il a été dressé le présent procès-verbal les jour, mois et an que dessus qui devra être affiché à la porte du Palais de Justice et publié au Journal Officiel du Territoire du Togo.

Signé : CADORÉ. — MARCHAND. — et L. GAËTAN.

Correspondances avec l'Indochine

Il est précisé que le seul mode de correspondance actuellement autorisé avec l'Indochine réside dans l'envoi de messages familiaux « Inter-Croix Rouge » au même titre que ceux utilisés dans les correspondances avec la France métropolitaine.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1263, déposée le 10 août 1943 le sieur Emmanuel da Silveira, profession d'acheteur de produits, demeurant et domicilié à Lomé, cercle de Lomé, chargé de l'administration des biens appartenant indivisément aux héritiers de feu Wenceslas da Silveira, savoir :

- 1° — Féliciano da Silveira à Anécho,
- 2° — Ayaba da Silveira à Lomé,
- 3° — Afiavi da Silveira à Nuatja,
- 4° — Ablawa da Silveira à Accra,
- 5° — Akuébavi da Silveira à Anécho,
- 6° — a) Emmanuel da Silveira à Lomé,
b) Sabino da Silveira à Lomé,
c) Charles da Silveira à Lomé,
d) Nicolas da Silveira à Lomé,
e) Michel da Silveira à Lomé,
f) Félicia Adjoavi da Silveira à Lomé,
g) Caroline Akuéba da Silveira à Lomé,
h) Emilia Afiavi da Silveira à Lomé,
i) Akuélé da Silveira à Cotonou, venant par représentation de leur père Cyrillo da Silveira, décédé en 1923,
- 7° — Ernest da Silveira à Lomé, venant par représentation de son père Joachim da Silveira, décédé en 1895,
- 8° — a) Lucas da Silveira à Anécho,

b) Afiavi da Silveira, décédée en 1938, — en représentation de laquelle viennent ses enfants Barben et Dodo, — venant par représentation de leur père Julio da Silveira, décédé en 1925,

9° — Nikoué à Bohikon (Dahomey) venant par représentation de sa mère Francisca Ablawa da Silveira, décédée en 1894,

10° — Louise à Lomé, venant par représentation de sa mère Baï da Silveira, décédée en 1897, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère, d'une contenance totale de 5 ares 15 centiares, situé à Anécho, quartier Adjido, cercle d'Anécho, borné à l'est par Afangbon, au nord par une rue allant du Zongo vers la route de Lomé-Zébé, au sud par un passage le séparant d'un terrain à F. de Souza, et à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la collectivité Wenceslas da Silveira et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière p. i.,
R. de GUISE.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le lundi 4 octobre 1943 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 10, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 ares 27 centiares et borné au nord par la rue de la Marne, à l'est par T. 535 de Lomé à Henry Avunyrà Liggio, au sud par la rue du chemin de fer, à l'ouest par terrain à Toudji Koudadjé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Themson David Tété, bijoutier, demeurant à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 19 juin 1943, n° 1256.

Le mercredi 6 octobre 1943 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dégbénou Togodo, cercle d'Anécho consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme de quadrilatère irrégulier planté de cocotiers, d'une contenance de 1 hectare 75 ares 16 centiares, et borné au nord par terrain à Benjamin A. Vignon, à l'est par terrain à Dovi Ahidékou, au sud par terrain au requérant, à l'ouest par terrain à Kékou Ayivigan, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Akoué John Adoté Akpiti, cultivateur, demeurant à Dégbénou, agissant en son nom et pour son compte personnel, en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 8 juin 1943, n° 1255.

Le vendredi 8 octobre 1943 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier Nyékonakpoé, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 1 hectare 33 ares 73 centiares, et borné au nord par terrains aux sieurs Kpogo et Hiamabé,

à l'est par terrain à la collectivité Ketowu Besu T. 679 de Lomé, au sud par rue projetée, à l'ouest par terrain à Amémaka, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Djabaku Charles Dovi, plan-teur, demeurant à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 5 juillet 1943, n° 1257.

Le lundi 11 octobre 1943 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un im-meuble situé à Palimé, subdivision de Palimé, consis-tant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 ares 60 centiares, et borné au nord par la Mission Catho-lique, au sud par la route de Missahohe, à l'est par Patrick S. Seddoh et à l'ouest par W. W. Tamakloé, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Monica Noumétou, revendeuse, demeurant à Palimé, agissant en son nom et pour son compte personnel, en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 28 mai 1943, n° 1254.

Le mercredi 20 octobre 1943 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un im-meuble situé à Sokodé, cercle de Sokodé consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un

polygone irrégulier à usage de terrain de cultur d'une contenance de 1 hectare 90 ares 48 centiare et borné à l'est par la rivière Akpaka, au sud par rivière Kpandi, à l'ouest par la route de Blitta à Bass ri, au nord par la route de la résidence de Sokodé vers Dédauré, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Yacoubou Soulé, acheteur de produit demeurant à Sokodé, agissant en son nom et po son compte personnel en qualité de propriétaire, su vant réquisition du 18 mai 1943, n° 1253.

Le conservateur de la propriété foncière p.

R. de GUISE.

Etude de Maître R. VIALE, Avocat-défenseur, LOMÉ (Togo)

Avis de perte

La copie du titre foncier n° 175 de Lomé est perdue

Pour avis et deuxième insertion, conformément à dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 19

COUR D'ASSISES DU TOGO — SÉANT A LOMÉ

Première Session 1943

N° D'ORDRE	DATE DES AUDIENCES	NOMS DES ACCUSÉS	ACCUSATION	OBSERVATIONS
1	13 Septembre 1943	AKAKPO Yassohoun Réseau des Chemins de Fer du Togo <i>Partie Civile</i>	Sabotage de la voie ferrée et tentative de vol	

Le Président des Assises,

PIERRES DES CLOSETS D'ERREY.